

1687

CEDEAO



CCD



CILSS



P.A.S.R.

PROGRAMME D'ACTION SOUS-REGIONAL DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

ACTES DU FORUM DE NIAMEY (NIGER)
21-23 JUILLET 1997

CEDEAO



CCD



CILSS



PROGRAMME D'ACTION SOUS-REGIONAL DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

ACTES DU FORUM DE NIAMEY (NIGER)

21-23 JUILLET 1997

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------|----|
| Préface | 5 |
| Introduction | 7 |
| Rapport de synthèse | 9 |
| Rapport de la Commission n° 1 | 12 |
| Rapport de la Commission n°2 | 17 |
| Conclusion | 21 |
| Discours et déclarations | 22 |
| Liste des participants | 43 |

SIGLES ET ABREVIATIONS

| | | |
|---------------|---|--|
| ABN | : | Autorité du Bassin du Niger |
| ADRAO | : | Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest |
| ALG | : | Autorité du Liptako Gourma |
| BAD | : | Banque Africaine de Développement |
| BOAD | : | Banque Ouest-Africaine de Développement |
| CCD | : | Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. |
| CEB | : | Communauté Electrique du Bénin |
| CEBV | : | Communauté Economique des du Bétail et de la Viande |
| CBLT | : | Commission du Bassin du Lac Tchad |
| CILSS | : | Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel |
| CEDEAO | : | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CELTHO | : | Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale |
| CESAO | : | Centre d'Etudes Sociales de l'Afrique de l'Ouest |
| CIERRO | : | Centre Inter africain d'Etudes en Radio Rurale de Ouagadougou |
| CIRDESH | : | |
| CMNNC | : | Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération |
| COAS | : | Communauté Ouest-Africaine de la Santé |
| CRACFAT | : | Centre Régional Africain de Conception et de Fabrication Technique |
| CRES | : | |
| CSRC | : | Comité Sous-Régional de Coordination |
| CRTO | : | Centre Régional de Télédétection de Ouagadougou |
| CNUED | : | Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement |
| EIER | : | Ecole Inter-Etats de l'Equipement Rural |
| EISMV | : | Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecines Vétérinaires |
| ETSHER | : | Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et de l'Equipement Rural |
| FOUTA DJALLON | : | Projet d'Aménagement intégré du Massif du Fouta Djallon |
| INADES | : | |
| IPD/AOS | : | Institut Panafricaine pour le Développement /Afrique de l'Ouest et Sahel |
| LCD | : | Lutte Contre la Désertification |
| MCNNC | : | Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération |
| MRU | : | Union du fleuve Mano |
| OCLALAV | : | Organisation Commune de Lutte Anti acridienne et de Lutte Anti aviaire |
| OMVG | : | Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie |
| OMVS | : | Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal |
| OIG | : | Organisation Intergouvernementale |
| ONG | : | Organisation Non Gouvernementale |

| | | |
|--------|---|--|
| PAN | : | Programme d'Action National. |
| PASP | : | Projet d'Appui aux Stratégies et Politiques de lutte contre la désertification |
| PASR | : | Programme d'Action Sous-Régional. |
| PNUE | : | Programme des Nations Unies pour l'Environnement |
| PRASET | : | Projet Régional d'Appui au Secteur de l'Elevage Transhumant |
| RCA | : | République Centrafricaine |
| RECTAS | | |
| RIOD | : | Réseau International des ONG sur la Désertification /Afrique l'Ouest |
| UEMOA | : | Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine |
| UJAO | : | Union des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest |
| UMA | : | Union du Maghreb Arabe |

PREFACE

Le présent document constitue les résultats et conclusions du premier forum sur le Programme d'Action Sous-Régional Ouest-Africain de la Convention Internationale de Lutte contre la Désertification qui s'est déroulé à Niamey (République du Niger) du 23 au 27 juillet 1997.

La tenue de ce forum est une étape décisive et importante dans le processus de mise en oeuvre de cette Convention Internationale de lutte contre la Désertification, en Afrique de l'Ouest.

Elle témoigne, si besoin en était, de l'attachement des pays africains notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest à la Convention, instrument juridique devant sceller un partenariat mondial véritable entre acteurs pour des actions concrètes susceptibles d'édifier les bases d'un développement durable.

L'esprit de consensus, de compréhension et parfois de détermination qui a animé les débats de ce forum traduit la ferme volonté de cohésion et de solidarité interne des acteurs à aboutir à un cadre de planification des actions prioritaires du PASR.

La rencontre de Niamey a été une opportunité pour les représentants des dix sept pays de l'Afrique de l'Ouest, des représentants de leurs organisations paysannes, des ONG et des organisations intergouvernementales d'établir des débats fructueux et profonds sur les éléments constitutifs du PASR, ses organes de coordination et de pilotage et les mécanismes de financement des actions prioritaires à retenir.

Les résultats atteints par ce premier forum permettent désormais d'amorcer l'étape de mise en oeuvre du PASR, car les propositions concrètes et réalistes formulées tiennent compte des difficultés économiques de nos Etats et soucient de l'efficacité et de l'opérationnalité des organes de coordination et de pilotage desquels dépendent beaucoup l'élaboration et la mise en oeuvre du PASR.

De façon perspicace mais courageuse les représentants au Forum à travers les différentes propositions ont réaffirmé les rôles que doivent jouer la CEDEAO et le CILSS dans la mise en oeuvre de la Convention.

L'exemplarité de la collaboration CILSS/CEDEAO mais surtout la confiance des acteurs placée en ces deux centres de liaison nous interpellent plus que jamais à trouver les solutions idoines pour permettre la fonctionnalité des organes retenus et l'adoption du PASR zone Afrique de l'Ouest dans les délais souhaités.

Les domaines, axes et acteurs identifiés au titre du PASR nous invitent à relever le défi de l'élaboration du PASR et à imprimer ainsi à nos stratégies de développement, une orientation novatrice à jamais tournée vers la recherche d'un développement durable et l'élimination de la pauvreté.

Il nous plaît donc de mettre à votre disposition les actes de ce forum dans l'espoir que vous serez partie prenante de cet important processus d'identification et de mise en oeuvre des actions du PASR.

Avec la conviction que le PASR/Afrique de l'Ouest consacrera l'unanimité et la synergie des actions, nous vous invitons donc à vous associer pleinement aux prochaines étapes de ce processus.

INTRODUCTION

Du 21 au 23 juillet 1997 s'est tenu à Niamey, République du Niger, le premier forum sur le programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest.

Organisé par le CILSS et la CEDEAO, le forum a réuni plus d'une centaine de participants provenant des dix sept (17) pays membres de la CEDEAO, du CILSS, du Cameroun, de la République Centrafricaine, de l'UMA, des représentants des organisations paysannes, des associations, des institutions de formation et de recherche, des OIG, des ONG et des partenaires au développement.

L'innovation a été sans doute l'approche participative et itérative qui a sous-tendu les étapes préparatoires du forum, mais surtout la participation active des organisations intergouvernementales, des ONG et des représentants des paysans dont la contribution a concouru à la richesse des débats et à la qualité des résultats.

Aboutissement d'un long processus débuté dès la réunion des experts sahéliens de septembre 1994 à Ouagadougou, enrichi par la rencontre historique de Dakar de Juillet 1995, la tenue de ce Forum constitue une étape décisive et importante dans la mise en oeuvre de la Convention Internationale de Lutte contre la Désertification en Afrique de l'Ouest. Ce Forum constitue en outre une percée et un progrès appréciables dans la mise en cohérence des cadres stratégiques environnementaux et de lutte contre la désertification. La pertinence et la qualité des réflexions du forum résident sans doute dans la conception et la compréhension nouvelles du PASR qui ne doit être ni un compendium de projets, ni un simple catalogue d'actions à engager, mais un cadre stratégique d'harmonisation des politiques et de planification.

Cela explique certainement la complexité de la préparation et de la mise en oeuvre du PASR dont le forum a su situer les principaux défis, notamment :

- Comment éviter de figer le PASR dans un document alors qu'il s'agit d'un processus essentiellement participatif continu et itératif ;
- Quel partage des rôles et responsabilités devra s'opérer entre différents acteurs de la sous-région en valorisant les avantages comparatifs, en privilégiant la rationalisation et la recherche de la complémentarité ;
- Quels arrangements et quels mécanismes financiers faut-il promouvoir pour garantir non seulement le succès mais aussi la durabilité des actions du processus ?

Malgré la diversité des opinions, les débats ont convergé de façon consensuelle vers des propositions simples, peu onéreuses et soucieuses de valoriser les potentialités sous-régionales.

Les domaines et axes prioritaires retenus témoignent de la volonté de la sous-région d'établir les bases d'un développement durable par la gestion commune des ressources transfrontalières basée sur un partenariat actif.

Le forum a également, de façon précise, défini le cheminement pour l'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre des actions retenues au titre du PASR.

Par ailleurs, la qualité des résultats obtenus traduit le bon déroulement du forum, l'esprit de tolérance et de consensus qui a prévalu durant les débats et l'exemplarité de la collaboration entre la CEDEAO et le CILSS.

Les "Actes du Forum", qui complète le document Cadre d'Orientation du PASR/Zone Afrique de l'Ouest, ont voulu réunir tous les rapports, discours et résultats issus de ce premier forum. Vu le caractère volumineux des documents, le document cadre, produit séparément, constituera le cadre d'orientation pour animer et conduire désormais le processus de mise en oeuvre du PASR.

Les Actes du forum contiennent les principaux éléments suivants :

- le rapport de synthèse du forum ;
- les résultats des travaux de commission ;
- les allocutions d'ouverture et les déclarations ;
- les allocutions de clôture ;
- la motion de remerciement.

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Du 21 au 23 juillet 1997, s'est tenu à Niamey, République du Niger, le premier forum de préparation du programme d'action sous-régional (PASR) sur la mise en oeuvre de la Convention de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest.

Convoqué par le CILSS et la CEDEAO, le forum a regroupé plus d'une centaine de participants représentant les Etats du CILSS et de la CEDEAO, la RCA et le Cameroun, les Organisations Intergouvernementales, les ONG et Associations, les Institutions de formation et de recherche, et les partenaires au développement.

Ce forum a comme principaux objectifs :

- * la définition de manière consensuelle des domaines et axes prioritaires du PASR;
- * la mise en place d'un mécanisme de coordination et de pilotage;
- * la définition des arrangements financiers pour la préparation et la mise en oeuvre du programme.

La cérémonie d'ouverture a été placée sous la présidence de son Excellence Amadou Boubacar Cisse, Premier Ministre de la République du Niger en présence de :

- * Monsieur Brah Mamane, Ministre de l'Hydraulique et de l'Environnement ;
- * Monsieur Akoli Daouel, Ministre de l'Agriculture et de l'élevage du Niger ;
- * Son Excellence Hama Arba Diallo, Secrétaire Exécutif de la CCD ;
- * Monsieur Boubacar Bah, Secrétaire Exécutif adjoint de la CEDEAO ;
- * Madame Cisse Mariam K. Sidibé Secrétaire Exécutif du CILSS.

Le discours d'ouverture a été prononcé par le Premier Ministre. Auparavant, plusieurs allocutions ont été prononcées par :

- Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'élevage du Niger,
- Monsieur le Représentant de l'UNSO,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CCD,
- Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif Adjoint de la CEDEAO,

A la suite de la cérémonie d'ouverture plusieurs déclarations ont été enregistrées: les ONG, la plate forme paysanne, la République Centre Africaine, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et la Communauté Economique du Bétail et de la Viande (CEBV).

Pour conduire ses travaux le forum a mis en place le bureau suivant:

Président : Niger (Dr Soumana Idrissa)
Vice Président : Nigéria (Pr Matt F. Ivbijaro)
Rapporteurs : Côte d'Ivoire (M. Kraidj Jacques)
: Ghana (M. Sulémana Osman SAKA)

Les travaux se sont déroulés en plénière et dans deux commissions. Les résultats suivants ont été enregistrés.

1) Des domaines et axes prioritaires

Huit (8) domaines prioritaires ont été identifiés:

- Gestion durable des ressources transfrontalières;
- Coopération scientifique et technique;
- Développement et gestion rationnelle des Ressources énergétiques;
- Lutte contre les ennemis des cultures et des animaux;
- Alerte précoce et atténuation des effets de la sécheresse;
- Information - Formation - Communication (IFC);
- Politique de coordination des régimes de commercialisation et mise en place d'infrastructures communes;
- Renforcement des capacités opérationnelles des organisations sous régionales.

Pour chacun des domaines, des axes d'intervention ont été identifiés, ainsi que les acteurs sous régionaux.

Les chefs de file thématique n'ayant pu être désignés, le forum recommande l'approfondissement des études et des réflexions au niveau des deux centres de liaison, et que les instances de coordination du PASR procèdent le moment venu au choix des coordonnateurs et chefs de file selon le chronogramme retenu.

2) Du mécanisme de coordination et de pilotage

Les organes suivants de coordination et de pilotage ont été adoptés :

- un comité sous régional de coordination (CRSC) présidé par la CEDEAO et chargé de la définition des priorités, de l'arbitrage, de la validation des documents et travaux réalisés, de la facilitation des accords de partenariat.
- un secrétariat technique placé sous l'autorité du comité sous régional et confié au CILSS. Des dispositions adéquates seront prises pour son renforcement afin qu'il puisse servir avec efficacité l'ensemble de la sous région ouest africaine.
- un organe de décision constitué par la conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO élargie au Tchad. Les travaux de la conférence sont préparés par les ministres de l'Agriculture et de l'environnement des pays concernés.

Les rôles, attributions et fonctionnement de ces différents organes sont régis par des textes dont la préparation incombe aux deux centres de liaison, principalement le secrétariat technique.

3) Des arrangements financiers

Le CILSS, la CEDEAO, les OIG, les Etats membres sont invités, en association avec leurs partenaires au développement à inscrire des lignes budgétaires pour contribuer aux activités du PASR.

Il est par ailleurs demandé aux deux centres de liaison d'entreprendre les démarches nécessaires pour la désignation d'un chef de file / facilitateur pour la coordination des partenaires au développement.

En outre, les deux centres de liaison, en association avec leurs partenaires sont invités à entreprendre les études et contacts nécessaires à la mise en place d'un mécanisme sous régional de financement des actions du PASR.

Le forum a retenu cinq étapes principales devant conduire à la mise en oeuvre du PASR. Sur la base du chronogramme retenu, l'adoption du PASR par l'instance de décision devrait intervenir en juin - juillet 1998.

Conformément à l'esprit de la convention la préparation et la mise en oeuvre du PASR se feront dans le respect des principes de participation et de partenariat, en associant étroitement tous les acteurs, notamment les femmes, les jeunes, les producteurs et les opérateurs économiques.

Au terme de leurs travaux, les participants au forum ont adressé une motion de remerciement aux autorités et au peuple nigériens.

RAPPORT DE LA COMMISSION N° 1

Eléments constitutifs de Programme d'Action Sous-Régional et désignation des chefs de file thématiques

La commission n°1 chargée de réfléchir sur les éléments constitutifs du PASR et sur la désignation des chefs de file thématiques avait reçu pour mission :

- 1 - D'écouter la présentation du document principal intitulé "Programme d'Action Sous-Régional de Lutte contre la Désertification - Actions Prioritaires / Zone Afrique de l'Ouest - Synthèse des Etudes nationales".
- 2 - D'examiner les éléments constitutifs du PASR proposé et de désigner les chefs de file thématiques.

Pour réussir la mission assignée à la Commission n° 1, les points clés suivants de réflexion et de discussion avaient été proposés par les TDR :

- Quels objectifs prioritaires et fondamentaux retenir ?
- Quels sont les domaines majeurs qui sous-tendent la mise en oeuvre de ces objectifs fondamentaux ?
- Quels seraient les axes d'intervention prioritaires par grand domaine à initier ?
- Quels sont les acteurs sous-régionaux par grand domaine ?
- Quels acteurs sous-régionaux sont les plus indiqués comme chefs de file thématiques ?
- Quels sont les chefs de file thématiques par grand domaine ?
- Quelles peuvent être les principales activités des chefs de file thématiques ?

Enfin les résultats attendus des travaux de la Commission n° 1 devraient se résumer ainsi qu'il suit :

- (i) définition et établissement d'un consensus autour des grands domaines et axes d'intervention en fonction d'objectifs fondamentaux formulés ;
- (ii) organisation des acteurs autour de grands domaines ;
- (iii) désignation des chefs de file thématiques.

Le bureau qui a dirigé les travaux de la Commission est composé de :

| | | |
|---------------------|---|--------------------------------------|
| Président | : | Gambie (M. Foday Bojang) |
| Vice-Président | : | Mali (M. Alamir Sinna Touré) |
| Premier rapporteur | : | Bénin (M. Appolinaire Dah Dossounon) |
| Deuxième rapporteur | : | ONG Cameroun (Mme Jacqueline Nkoyok) |

Deux personnes ressources ont apporté leur appui au bureau et présenté des exposés introductifs portant, respectivement, sur la synthèse des études nationales, et l'identification des acteurs et chefs de files des domaines et axes d'intervention.

(1) DEFINITION ET ETABLISSEMENT D'UN CONSENSUS AUTOUR DES GRANDS DOMAINES ET AXES D'INTERVENTION, EN FONCTION DES OBJECTIFS FONDAMENTAUX FORMULES

Dans le cadre de la définition et de l'établissement d'un consensus autour des grands domaines, la Commission a retenu un objectif central et trois objectifs spécifiques :

1-1 Objectif principal

L'objectif principal du PASR est de contrôler la désertification, de réduire les effets de la sécheresse dans les pays durement affectés et de contribuer ainsi au développement durable de la sous-région ouest-africaine.

1-2 Objectifs spécifiques

La mise en oeuvre du PASR doit permettre :

- d'harmoniser, de compléter et de rendre plus efficace les PAN ;
- de définir et de mettre en oeuvre les stratégies sous-régionales à long terme pour lutter plus efficacement contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse ;
- de réaliser des programmes conjoints arrêtés d'un commun accord, en partenariat entre acteurs.

Tenant compte des objectifs ci-dessus et des délibérations sur la base des études CEDEAO/CILSS déjà effectuées, des propositions de domaines et actes d'intervention suivants ont été retenus :

1. Gestion durable des ressources transfrontalières :

- 1.1 Aménagement et développement des écosystèmes transfrontaliers tels que les bassins fluviaux et lacustres, les zones humides et d'autres écosystèmes fragiles ;
- 1.2 Gestion des ressources pastorales et transhumance ;
- 1.3 Aménagement des formations végétales transfrontalières (mangrove, ...)
- 1.4 Protection et conservation des ressources phytogénétiques et animales sous-régionales en voie de disparition, etc ;

2. Coopération scientifique et technique :

- 2.1 Collecte, traitement et échanges de données et d'informations ;
- 2.2 Développement de programmes communs de recherche, en particulier dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement, de la santé et l'élimination de la pauvreté ;
- 2.3 Développement et expérimentation des variétés résistantes à la sécheresse ;
- 2.4 Acquisition, transfert, adaptation des technologies et échange d'expériences ;
- 2.5 Coopération technique et scientifique en climatologie ;
- 2.6 Harmonisation des législations des produits agro-chimiques ;
etc.

3. Développement et gestion rationnelle des ressources énergétiques :

- 3.1 Promotion des énergies nouvelles et renouvelables ;
- 3.2 Valorisation des technologies d'économie d'énergie ;
- 3.3 Interconnexion des réseaux électriques ;
- 3.4 Approvisionnement énergétique des zones rurales ;
etc

4. Lutte contre les ennemis des cultures et des essences forestières et des animaux :

- 4.1 Coordination de la lutte contre les acridiens ;
- 4.2 Coordination de la lutte anti-aviaire ;
- 4.3 Harmonisation des législations phytosanitaires ;
- 4.4 Lutte contre la gâle de l'Iroko ;
- 4.5 Lutte contre les mauvaises herbes, les maladies et les prédateurs des cultures et des animaux ;
Etc.

5. Alerte précoce et atténuation des effets de la sécheresse :

- 5.1 Prévention et gestion des crises écologiques, et renforcement des capacités de réponse des populations locales ;
- 5.2 Développement et renforcement des données de l'agro-météorologie ;
- 5.3 Développement de la collecte, de l'analyse et de la dissémination des données ;
- 5.4 Gestion conjointe des migrants-écologiques ;
etc.

6. Information, formation, communication (IFC) :

- 6.1 Information, sensibilisation ;
- 6.2 Spécialisation / recyclage des cadres de la sous-région dans les sciences, les techniques et les approches de la LCD ;
- 6.3 Collecte, traitement et échanges de données et d'informations sur la dégradation des sols et pour les aspects biologiques, physiques et socio-économiques ;
- 6.4 Renforcement des capacités à travers l'éducation environnementale ;
- 6.5 Gestion de l'information et mise en réseau des centres de suivi écologique ;

7. Politique de coordination des régimes de commercialisation et mise en place d'infrastructures communes :

- 7.1 Définition et mise en oeuvre d'une politique sous-régionale de sécurité alimentaire, favorisant la fluidification des échanges et intégrant les enjeux du commerce régional et mondial ;
- 7.2 Promotion des réseaux d'échanges commerciaux des produits locaux ;
- 7.3 Promotion et amélioration des infrastructures de commercialisation et de communication ;
- 7.4 Elaboration de la politique de gestion des ressources naturelles ;
etc.

8. Renforcement des capacités opérationnelles des organisations sous-régionales :

- 8.1 Formation des cadres ;
- 8.2 Renforcement des capacités institutionnelles ;
- 8.3 Mise en réseau des institutions ;
etc.

Des propositions de domaines et axes d'intervention ci-dessus formulés, il ressort que les actions futures à mener, à travers le PASR, doivent fondamentalement aider la sous-région ouest-africaine à assurer, notamment :

- la sécurité alimentaire ;
- la sécurité énergétique ;
- la lutte contre la pauvreté ;
- la durabilité du développement économique.

(2) ORGANISATION DES ACTEURS AUTOUR DES GRANDS DOMAINES

Au stade actuel des réflexions, et sur la base des différentes études menées, la Commission n° 1 suggère, en ce qui concerne les acteurs au niveau des différents domaines d'intervention, de s'en tenir aux acteurs (inter-gouvernementaux, non-gouvernementaux, associatifs et autres) ayant un mandat et des compétences sous-régionales avérées.

Toutefois, la Commission a également recommandé que le CILSS et la CEDEAO élaborent une liste exhaustive des institutions, organisations, associations et réseaux ayant des mandats nationaux, régionaux ou internationaux, dont le soutien et la contribution seraient fort bénéfiques à l'élaboration et à la mise en oeuvre du PASR.

Ainsi donc, la Commission s'est limitée à l'identification des acteurs et intervenants sous-régionaux par grands domaines d'intervention comme suit :

| | | | |
|--|--|--|--|
| <p>1 GESTION DURABLE DES RESSOURCES TRANSFRONTALIERES</p> <p>CONSEIL DE L'ENTENTE RIOD (Afrique de l'Ouest) BOAD ABN CBLT MRU OMVG OMVS Mission Fouta Djallon CMNNC ADRAO COAS CEDEAO CILSS UEMOA ALG CEBV PRASET CIRDESH CEB</p> <p>2 COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</p> <p>ADRAO CEBV</p> | <p>CILSS CEDEAO UEMOA Mission Fouta Djallon CRTO RECTAS</p> <p>3 DEVELOPPEMENT ET GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES ENERGETIQUES</p> <p>CEB CMNNC OMVS OMVG MRU CILSS CEDEAO UEMOA RIOD (Afrique de l'Ouest) CRES</p> <p>4 LUTTE CONTRE LES ENNEMIS DES CULTURES ET DES ANIMAUX</p> <p>OCLALAV, CBLT, OMVS,</p> | <p>OMVG, CILSS, CEDEAO, UEMOA</p> <p>5 ALERTE PRECOCE ET ATTENUATION DES EFFETS DE LA SECHERESSE</p> <p>CILSS CEDEAO UEMOA ABN RIOD (Afrique de l'Ouest)</p> <p>6 INFORMATION, FORMATION, COMMUNICATION</p> <p>CILSS RIOD (Afrique de l'Ouest) CEDEAO UEMOA CRACFAT OCLALAV UJAO IPD/AOS EIER/ETSHER EISMV</p> | <p>CIERRO CELTHO INADES CESAO</p> <p>7 POLITIQUE DE COORDINATION DES REGIMES DE COMMER- CIALISATION ET DE MISE EN PLACE D'INFRASTRUCTURES COMMUNES</p> <p>CILSS CEDEAO UEMOA BOAD CEBV</p> <p>8 RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES ORGANISATIONS SOUS-REGIONALES</p> <p>CILSS CEDEAO</p> |
|--|--|--|--|

(3) DESIGNATION DES CHEFS DE FILE THEMATIQUES

En l'absence d'éléments d'analyse suffisants, la Commission n° 1 n'a pu se pencher sur le choix des coordinateurs de domaines et des chefs de file des principaux axes d'intervention.

A ce niveau, la Commission recommande l'approfondissement des études et des réflexions au niveau des deux chefs de file du PASR, la CEDEAO et le CILSS et que les instances de coordination du PASR procèdent, le moment venu, au choix des coordonnateurs et chefs de file, selon le chronogramme retenu.

RAPPORT DE LA COMMISSION N° 2

La Commission n° 2 a conduit ses travaux sous la direction d'un bureau composé comme suit:

| | | |
|----------------|---|--------------------------------------|
| Président | : | Sénégal (M. Ndiawar DIENG) |
| Vice-Président | : | Togo (M. Bougonou K. DJERI-ALASSANI) |
| Rapporteurs | : | Burkina Faso (M. Norbert ZONGO) |
| | | ALG (M. Amidou AMANI) |

Le mandat de la commission était "d'identifier les organes de coordination et de pilotage du PASR, ainsi que les arrangements financiers et le cheminement pour l'élaboration et la mise en oeuvre effective des actions prioritaires".

Afin de faciliter le déroulement de ses travaux, la commission a commencé par prendre connaissance du document de travail intitulé: "méthodologie de préparation du programme d'action sous régional (PASR)". Les membres de la commission ont en outre gardé à l'esprit le contenu des documents suivants mis à leur disposition à savoir :

- La Synthèse des éléments constitutifs du PASR ;
- La Proposition de cheminement pour l'élaboration et la mise en oeuvre des actions prioritaires du PASR ;
- La Note de réflexion introductive au forum du PASR ;
- La Contribution des ONG au Forum du PASR.

Les échanges qui ont été engagés ont permis d'aboutir aux résultats suivants:

1) DES ORGANES DE COORDINATION ET DE PILOTAGE DU PASR.

La commission après examen des propositions faites par les deux centres de liaison pour la sous région que sont le CILSS et la CEDEAO recommande au forum la mise en place des organes suivants :

- a) un comité sous-régional de coordination (CSRC) composé entre autres des structures, institutions et organisations ci-après :
- les deux centres de liaison ;
 - les organes nationaux de coordination ;
 - les chefs de file thématique ;
 - le RIOD Afrique de l'ouest ;
 - les institutions financières sous régionales et régionales, notamment la BAD et la BOAD;
 - les organisations sous régionales de femmes, de jeunes, des organisations paysannes et d'opérateurs économiques ;
 - les partenaires de coopération (bilatéraux et multilatéraux).

Le CSRC est chargé principalement des tâches suivantes :

- la définition des priorités ;
- l'arbitrage entre les actions en fonction des ressources disponibles et des priorités ;
- la validation de tous les documents et des travaux d'études ou de factibilité ;
- l'appui à la facilitation et à la conclusion d'accords de partenariat ;
- etc.

Le CSRC est présidé par la CEDEAO et se réunit tous les six (6) mois ou chaque fois que de besoin.

- b) Un secrétariat technique placé sous l'autorité du CSRC et confié au CILSS. Il prépare les réunions du CSRC et établit les rapports des séances. Il apporte les appuis techniques nécessaires aux chefs de file thématique et aux pays (renforcement et harmonisation des programmes d'action nationaux). Il exécute toute tâche à lui confiée par le CSRC, assure le suivi-évaluation des actions du PASR et en rend compte au CSRC.

La commission entérine donc la proposition des deux centres de liaison de désigner le CILSS dont l'expertise dans le domaine de la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse est unanimement reconnue pour assurer les fonctions du Secrétariat technique au bénéfice de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Elle recommande à cet effet que les deux centres de liaison se concertent pour trouver les voies et moyens permettant le renforcement du CILSS dans le cadre de ses nouvelles missions.

- c) Un organe de décision constitué par la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO élargie au Tchad. Les travaux de la Conférence sont préparés par les Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Environnement du CILSS et de la CEDEAO. Il sera l'instance souveraine de décision et d'orientation. Il a la charge d'adopter le PASR.

Les rôles, attributions et fonctionnement de ces différents organes sont régis par des textes dont la préparation incombe aux deux centres de liaison, principalement le secrétariat technique.

2) DES ARRANGEMENTS FINANCIERS

La commission recommande, pour le court terme, que les deux centres de liaison élaborent un budget pour le financement de la phase préparatoire du PASR. Elle invite le CILSS et la CEDEAO, les OIG de la sous-région ainsi que les autres partenaires (Secrétariat intérimaire de la CCD et les partenaires de coopération) à dégager d'ores et déjà des lignes budgétaires permettant l'exécution d'un tel budget.

Il est par ailleurs recommandé aux deux centres de liaison d'entreprendre les démarches nécessaires pour la désignation d'un chef de file/facilitateur pour la coordination des partenaires au développement.

En outre, et conformément à l'esprit de la Convention, les deux centres de liaison, en association avec leurs partenaires, sont invités à entreprendre les études et contacts nécessaires à la mise en place d'un mécanisme sous régional de financement des actions, projets et programmes du PASR.

3) DU CHEMINEMENT POUR L'ÉLABORATION, L'ADOPTION ET LA MISE EN OEUVRE DU PASR.

Les propositions faites par les deux centres de liaison ont été enrichies sur deux points:

- les deux premiers stades ont été fusionnés et la programmation des activités a été revue avec une date butoir fixée au 30 octobre 1997; toutefois, le document d'orientation devrait être prêt avant la première session de la Conférence des Parties.
- un stade de validation politique par l'organe de décision (Conseil des ministres chargés de l'agriculture et de l'environnement du CILSS et de la CEDEAO) a été ajouté. Il intervient après la validation technique par le CSRC.

Ainsi les étapes et les dates buttoirs suivantes ont été retenues pour le processus:

Stade 1 : Finalisation des actes du forum et tenue de la première réunion du CSRC (30 octobre 1997).

Stade 2 : Réunion des groupes thématiques pour l'élaboration du PASR (Mars 1998).

Stade 3 : Tenue de la deuxième réunion du CSRC pour la validation technique du PASR (Fin avril 1998).

Stade 4 : Adoption du PASR par le Conseil des Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Environnement des pays du CILSS et de la CEDEAO (juin 1998)

Stade 5 : Adoption du PASR par la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO (Juin - juillet 1998 en fonction des réunions des instances statutaires de la CEDEAO).

Stade 6 : Mise en oeuvre du PASR.

Recommandation

La quasi inexistence d'une représentation féminine dans les délégations gouvernementales a fait l'objet d'une vive préoccupation au sein de la Commission. L'importance que la Convention reconnaît aux femmes, aux producteurs ruraux et aux jeunes dans la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse doit cesser d'être un slogan pour l'ensemble des acteurs du PASR, et être traduite en une participation effective et adéquate des femmes et des jeunes dans tout le processus. En conséquence, la Commission recommande vivement au forum d'inviter les Etats de la sous région à se soucier davantage de la représentation des femmes aux instances où l'on discute de la mise en oeuvre de la Convention.

MOTION DE REMERCIEMENT

Les participants au présent forum sur la Préparation du programme d'Action Sous-Régional sur la mise en oeuvre de la Convention de Lutte contre la Désertification en Afrique de l'Ouest, expriment leurs vifs remerciements au Président de la République du Niger, Son Excellence Ibrahim Maïnassara BARE, Chef de l'Etat et Président du Conseil des Ministres, au Gouvernement et au Peuple nigériens pour l'accueil chaleureux et fraternel dont ils ont été l'objet et pour toutes les facilités mises à leur disposition pour assurer le succès de la présente rencontre.

Fait à Niamey, le 23 Juillet 1997
LE FORUM

CONCLUSION

La tenue de ce premier forum est sans conteste, l'aboutissement d'un travail de longue haleine qui a su définir un environnement institutionnel Ouest-Africain à même d'imprimer un cheminement adéquat et conséquent au Processus PASR.

Les résultats satisfaisants et les propositions concrètes dégagées par ce forum ne doivent cependant pas occulter la complexité du processus de préparation et de mise en oeuvre du PASR.

Au-delà des ressources financières nécessaires, le cheminement d'élaboration, d'adoption et de mise en oeuvre des actions prioritaires du PASR requiert un engagement effectif de tous les acteurs doublé d'une volonté d'action commune.

Aussi, faudrait-il éviter le risque de lenteur et de lassitude dû au caractère consultatif participatif et itératif pour établir un véritable partenariat pouvant permettre la formulation d'actions susceptibles d'édifier les bases d'un développement humain durable.

La détermination et l'imagination dont ont fait preuve les pays africains notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest dans la négociation de la Convention interpellent donc tous les acteurs identifiés et particulièrement le CILSS et la CEDEAO à trouver les solutions idoines pouvant assurer la fonctionnalité des organes de coordination et de pilotage du PASR définis par le forum.

Le pacte mondial que constitue la Convention commande à toute la Communauté Ouest-Africaine et Internationale de soutenir sans conditionnalité les efforts des pays africains dans l'élaboration du PASR, notamment dans la mise en place d'un mécanisme sous-régional adéquat de financement des actions.

En tout état de cause, le PASR dépendra de l'attachement des pays de la sous-région à la Convention et surtout, de la fonctionnalité des organes de coordination et de pilotage.

DISCOURS ET DECLARATIONS

DISCOURS D'OUVERTURE
DU PREMIER MINISTRE DU NIGER

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention de Lutte contre la Désertification,
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,
Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Il me revient l'insigne honneur, au nom de son Excellence Monsieur le Président de la République, du Gouvernement et du Peuple du Nigériens, de vous souhaiter la bienvenue parmi nous, pour prendre part à cet important Forum sur le Programme d'Action Sous-Régional Ouest-Africain contre la désertification.

C'est également l'occasion de vous remercier pour le choix de notre pays pour abriter cette rencontre sur un sujet aussi crucial. La lutte contre la désertification et la sécheresse est devenue depuis plusieurs années, un des axes fondamentaux de la politique des Autorités et du Gouvernement nigériens.

Il me plaît de rappeler ici, que c'est dans cette optique que le Gouvernement a organisé un Débat National sur la lutte contre la Désertification et la Protection de l'Environnement en mars 1984.

Ce Débat National, faut-il le souligner, a permis de fixer les grandes orientations du pays en la matière. Depuis lors, des efforts intenses n'ont cessé d'être menés à travers plusieurs programmes et projets avec l'adhésion et la participation de nos populations.

Le Sommet de la Planète Terre, tenu en juin 1992 à Rio de Janeiro n'a fait que conforter notre pays sur la pertinence et la légitimité des orientations définies au cours de ce Débat National.

Pays à moitié désertique, vous comprendrez tout l'intérêt que le Niger accorde aux engagements juridiques internationaux sur la protection de l'environnement, notamment:

- la Convention sur la Diversité Biologique,
- la Convention sur les Changements Climatiques,
- la Convention sur la lutte contre la Désertification.

Toutes ces conventions ont été pleinement intégrées à notre politique nationale de l'environnement.

Mesdames et Messieurs,

S'agissant particulièrement de la Convention sur la lutte contre la Désertification, objet de votre rencontre d'aujourd'hui, il me plaît de préciser que notre pays s'est engagé depuis 1995 dans un processus d'élaboration d'un Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD). Ce dernier a pour vocation de servir de cadre de référence national en

matière de planification dans les domaines de l'environnement pour un développement durable. A ce titre, il doit définir les politiques, les orientations, les objectifs, les stratégies et les programmes d'actions prioritaires.

Vous conviendrez avec moi que l'enjeu est de taille. Aussi, le Gouvernement a-t-il décidé de mettre en place un cadre institutionnel opérationnel placé directement sous mon autorité, à savoir : le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD).

Mesdames et Messieurs,

Il est aisé de comprendre que le Niger accorde aux présentes assises une importance particulière quand on sait que le Sahel auquel il appartient se présente comme l'une des régions les plus touchées par les phénomènes de sécheresse et de désertification.

Même si cette région constitue une zone spécifique au plan climatique et agro écologique, il importe de souligner le lien de solidarité séculaire entre cette zone et le reste de l'Afrique de l'Ouest.

Tous ces facteurs nous commandent d'élaborer des politiques concertées d'aménagement à l'échelle sous-régional.

Et pour ce faire, la plupart des pays de cet espace géographique dont l'économie est essentiellement agricole et pastorale, doivent protéger et gérer de façon concertée les ressources naturelles communes, pérenniser leurs socles, vecteurs productifs de développement. Ils doivent également entretenir un partenariat actif et continu afin non seulement d'anticiper les crises écologiques et socio-économiques, mais aussi de mieux s'organiser à l'aube du troisième millénaire qui s'annonce on ne peut plus compétitif.

C'est le partage de nos savoir, de nos savoir-faire, c'est l'intégration de nos économies ainsi qu'une véritable coopération qui nous aideront à conjurer le spectre hideux de la désertification et subséquemment à promouvoir le développement économique et social de nos pays.

Mesdames et Messieurs,

Sous l'impulsion des Nations Unies et à travers la Convention sur la lutte contre la Désertification, il nous revient d'élaborer un Programme d'Action contre la pauvreté dans notre sous-région. Bien entendu, cette oeuvre doit être le fruit des efforts de tous : Etats, société civile, organisations rurales ainsi que les autres partenaires au développement.

Le Programme d'Action Sous-Régional nous permettra, j'en suis convaincu, de faire un pas décisif sur le chemin du développement humain. A condition d'en cerner les contours, le contenu, les différentes composantes et d'en maîtriser les mécanismes.

Cela requiert, faut-il le rappeler, la mise en commun de nos énergies et de nos interlignes. Ni la pauvreté, ni la désertification ne sont des fatalités.

C'est en conjuguant nos efforts, en oeuvrant tous dans la même direction, c'est en faisant jouer les complémentarités que nous lèverons les défis présents et forgerons l'avenir des populations ouest-africaines.

C'est le lieu d'exprimer mes sincères remerciements à la communauté internationale pour l'appui substantiel et constant qu'elle ne cesse d'accorder à notre sous-région et à mon pays en particulier.

Je voudrais également exhorter nos partenaires au développement à s'impliquer davantage dans le processus en cours afin de créer ce vrai partenariat que prône la Convention.

Mesdames et Messieurs,

En réaffirmant notre profonde conviction que l'oeuvre commune qui vient d'être engagée, remportera le succès escompté pour notre sous-région, je déclare ouvert le Forum de préparation du Programme d'Action Sous Régional de l'Afrique de l'Ouest sur la mise en oeuvre de la Convention Internationale de lutte contre la Désertification.

Vive la solidarité sous-régionale et la coopération internationale,
Vive le Niger.

DISCOURS DE BIENVENUE
DU MINISTRE NIGERIEEN DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE

Excellence, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Excellence, Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat,
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
Son Excellence, Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention de Lutte contre la Désertification,
Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants de la communauté internationale,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs les participants,

La tenue d'une rencontre sous-régionale de si haut niveau technique, à l'effet du lancement de la formulation du Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest, est assurément un événement de premier ordre qu'il convient de saluer. Et mon pays, le Niger, se trouve très honoré de vous recevoir, ici à Niamey, en plein coeur du Sahel, où les problèmes d'environnement sont plus qu'ailleurs des réalités concrètes et quotidiennement vécues par nos populations.

Aussi, voudrais-je souhaiter à l'ensemble des participants la cordiale et chaleureuse bienvenue à Niamey et vous assurer de notre totale disponibilité à ne ménager aucun effort pour rendre votre séjour des plus utiles et des plus agréables.

Mesdames et Messieurs,

C'est un truisme que de dire que la question environnementale est source de graves et brûlantes préoccupations pour nos pays durement confrontés à une dégradation continue de leurs écosystèmes.

Le fait est là, hélas ! Les effets de la sécheresse et la désertification constituent aujourd'hui les

caractéristiques majeures de notre sous-région, deux phénomènes au demeurant aggravés par une déplorable situation de pauvreté de nos populations.

A l'évidence, c'est la prise en compte de ce lien qui a amené la communauté internationale à organiser, il y a de cela cinq ans, la mémorable Conférence de Rio de Janeiro exclusivement axée sur l'Environnement et le Développement.

C'est aussi fort de cette conviction que le Groupe Africain, à l'initiative des pays sahéliens, a demandé et obtenu l'adoption de la Convention Internationale de lutte contre la Désertification.

C'est que, Mesdames et Messieurs, la résolution des problèmes d'environnement ne peut se concevoir que dans une approche globale et participative appelant une synergie des actions.

C'est pourquoi nous avons souscrit sans hésitation à la double démarche de complémentarité des Programmes d'Action Nationaux (PAN) et du Programme d'Action Sous-Régional (PASR) de lutte contre la désertification comme stratégie de mise en oeuvre de la CCD.

Et c'est pourquoi, je salue l'initiative de la CEDEAO et du CILSS d'organiser le présent Forum sur le PASR, conformément au mandat qui leur a été assigné, en juillet 1995 à Dakar, par la Conférence régionale sur la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification en Afrique de l'Ouest.

Du reste, je suis d'ores et déjà persuadé, au regard de son haut niveau technique, que cette rencontre sous-régionale saura répondre favorablement à nos attentes.

C'est sur cette note d'espoir que je réitère mes vœux de chaleureuse bienvenue à Niamey à tous les participants au Forum sur le Programme d'Action Sous-Régionale de lutte contre la désertification.

Pleins succès à vos travaux.

Je vous remercie.

DISCOURS DE CLOTURE
DU MINISTRE NIGERIEEN DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE

- Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
- Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
- Excellence Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention de Lutte contre la Désertification,
- Monsieur le représentant du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants de la communauté internationale,
- Honorables Invités,
- Mesdames et Messieurs les participants,

Nous voici au terme de nos travaux qui, trois jours durant, ont permis de faire un pas hautement qualitatif dans le processus de mise en oeuvre de la Convention Internationale de lutte contre la Désertification. Ce qui témoigne, si besoin en est, de l'engagement ferme de nos Etats ici représentés, à faire de cet instrument juridique, le levier d'une intégration

africaine viable.

Vous avez associé Mesdames et Messieurs les participants, le nom de notre capitale, Niamey, à un événement important pour l'avenir de notre sous-région. Un événement fondateur de notre lutte commune contre la pauvreté, le sous-développement et pour une gestion rationnelle, équitable et solidaire de nos ressources naturelles.

Je voudrais à cet effet, au nom du Président de la République Son Excellence Monsieur Ibrahim Maïnassara Baré, du Gouvernement et du Peuple du Niger, vous exprimer notre profonde gratitude.

J'ai suivi Mesdames et Messieurs, avec une attention particulière, le déroulement de vos laborieuses séances au cours desquelles d'énormes efforts de réflexion ont été centrés autour des thèmes relatifs à l'élaboration du Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest.

Je me réjouis de la clairvoyance, du sérieux et de la compétence avec lesquels se sont déroulés vos débats.

Permettez-moi à ce niveau, de vous féliciter très sincèrement, pour la qualité et la pertinence des conclusions qui s'en sont dégagées, et qui permettront à n'en point douter, de jeter les bases d'un développement durable de notre sous-région.

Mesdames et Messieurs,

Le Programme d'Action Sous-Régional a été examiné au cours de vos travaux non seulement comme un cadre de concertation, de coordination et d'intégration des efforts des Etats, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, mais aussi comme un ensemble de mesures et de mécanismes cohérents destinés à circonscrire et à vaincre le cercle de la pauvreté; le PASR a également été perçu comme la voie pouvant conduire à une gestion durable de nos ressources naturelles et à la satisfaction des besoins essentiels de nos populations.

Comme le disait Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Amadou Boubacar Cissé à l'ouverture du présent Forum, aucun Etat de la sous-région ne saurait à lui seul garantir sa sécurité alimentaire et contenir une population de plus en plus croissante sans une fluidification des échanges déjà séculaires entre pays sahéliens et côtiers.

Aussi, est-il apparu, dès la Conférence de Dakar en juillet 1995, qu'en matière de lutte contre la désertification, les données à prendre en compte sont multiples et complexes. C'est pour cela que vous avez constamment gardé à l'esprit au cours de vos débats, le caractère global et intégré qu'il convient de donner aux axes d'intervention proposés.

Mesdames et Messieurs,

La synthèse de vos travaux, qui vient d'être présentée, me rassure quant à la définition d'un paysage institutionnel ouest-africain capable d'imprimer le cheminement adéquat au processus PASR, et de lui donner un contour et un contenu suffisamment opérationnels.

Assurément, le présent Forum est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, mais il n'est que le premier pas d'une longue marche dont les étapes essentielles viennent d'être esquissées. Cette longue marche appelle de notre part à tous, beaucoup d'abnégation, de solidarité et d'acceptation de la différence, pour s'inscrire dans le long terme et prendre en

compte toutes les préoccupations à la base des populations dont la participation demeure la clef de voûte.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais au nom du Gouvernement et du Peuple du Niger, renouveler au CILSS et à la CEDEAO, centres de liaison du Programme d'Action Sous-Régional, notre appréciation pour les efforts inlassables qu'ils n'ont cessé de déployer pour la réussite du PASR Ouest-Africain.

Permettez-moi également, d'adresser à tous nos partenaires au développement ici représentés, nos vifs et sincères remerciements pour l'appui constant qu'ils n'ont cessé d'apporter à notre sous-région.

En vous souhaitant à vous tous un bon retour dans vos foyers respectifs, je déclare clos le forum de préparation du Programme d'Action Sous-Régional de l'Afrique de l'Ouest.

- Vive la solidarité sous-régionale,
- Vive la coopération internationale,
- Vive le Niger.

Je vous remercie.

DISCOURS DU SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT DE LA CEDEAO

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,
Monsieur le Secrétaire Intérimaire de la Convention sur la lutte contre la Désertification,
Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
Mesdames et Messieurs,

Les déserts gagnent chaque jour un peu plus de terrain dans le monde, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest dont la moitié de la superficie de plus de deux millions de kilomètres carrés est désertique. Cette évolution qui semble inexorable intervient en dépit des efforts importants consentis dans la sous-région depuis les cycles de sécheresse dévastateurs des années soixante dix et quatre-vingt.

A cette calamité naturelle qui est devenue une contrainte permanente pour les pays de la sous-région sont venus se greffer de nouveaux défis à l'environnement tels que l'érosion côtière ou la prolifération de végétaux flottants dans les cours d'eau qui, pour être moins médiatisés, n'en constituent pas moins des obstacles formidables sur le chemin du développement durable des économies d'Afrique de l'Ouest.

C'est en raison de la place centrale qu'occupent les problèmes environnementaux dans les préoccupations de la plupart de ses Etats membres, mais aussi parce que ces problèmes ignorent les frontières politiques et, par conséquent relèvent naturellement du domaine communautaire, que la protection de l'environnement est devenue aujourd'hui un des quatre programmes majeurs sur lesquels se concentrent les activités d'intégration économique menées dans le cadre de la CEDEAO.

Le fait que les trois autres programmes soient l'essence même de l'intégration économique, à savoir (i) l'harmonisation des politiques économiques et financières des Etats membres, (ii) la réalisation d'infrastructures physiques de transport et de communication et (iii) la création d'un environnement sous régional favorable à la libre circulation des personnes et des biens illustre assez bien le niveau élevé qu'occupe la question de l'environnement dans les activités de la CEDEAO.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Il faut reconnaître toutefois que la prise de conscience par la CEDEAO de la nécessité de réserver dans ses programmes une plus large place à la lutte pour la préservation de l'environnement en Afrique de l'Ouest est relativement récente et que son expertise dans ce domaine reste limitée.

Il en est autrement du CILSS qui a été créé spécifiquement pour aider à combattre le fléau de la sécheresse et ses conséquences sur les écosystèmes agricoles et pastoraux. Le CILSS a joué un rôle important dans les efforts menés avec le soutien des donateurs réunis au sein du Club du Sahel et, avec le temps, il a accumulé une expérience considérable.

A ces deux facteurs de rapprochement s'ajoute le fait que le CILSS ne couvre que sept des seize pays qui constituent l'Afrique de l'Ouest et qui sont tous membres de la CEDEAO. Un partenariat s'imposait donc entre les deux institutions pour faciliter la synergie des actions engagées en Afrique de l'Ouest pour la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la Désertification.

Il s'imposait d'autant plus qu'il allait dans le sens préconisé par la Convention pour la préparation des programmes d'action sous-régionaux.

Le partenariat entre la CEDEAO et le CILSS, initié en juillet 1995 à Dakar et formalisé plus tard par un accord, a permis aux deux institutions, à travers des concertations régulières, de coordonner de façon relativement satisfaisante la formulation du projet de programme d'action pour la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la Désertification en Afrique de l'Ouest.

En dépit de la faiblesse de ses moyens humains comme financiers, le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO a joué convenablement le rôle qui lui était imparti en réalisant, avec le soutien financier du PNUE et l'appui d'experts nationaux, le travail d'identification des éléments constitutifs du PASR dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest non membres du CILSS.

La synthèse de ce travail avec celui effectué par le Secrétariat du CILSS constitue le document de travail principal soumis au présent forum.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Le forum de Niamey est une étape essentielle dans la préparation du Programme d'Action Sous-Régional pour la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la Désertification en Afrique de l'Ouest. Il offre aux représentants des Etats, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales de la sous-région comme des agences et

institutions internationales l'occasion de s'entendre sur les priorités qu'il convient de retenir et d'harmoniser les approches.

Il n'est pas inutile à ce stade de mettre en garde contre la tentation d'un optimiste déraisonnable qui ferait croire à l'existence d'une manne financière que les donateurs attendraient de déverser pour la réalisation des projets et programmes retenus dans les PASR. Cette façon de voir souvent déçue par les faits, a trop longtemps retardé, voire souvent freiné, les initiatives locales qui, l'expérience des pays qui réussissent le montre, sont seules porteuses de croissance à long terme. Les pays qui s'en sortent le mieux aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs dans le monde, sont ceux qui ont décidé de faire confiance au génie créateur, à la sueur et aux sacrifices de leur peuple.

Le destin de l'Afrique de l'Ouest est entre les mains de ses fils et ce destin sera ce que nous aurons décidé qu'il soit car, comme l'a écrit un auteur : "Le destin n'est pas une question de chance, c'est une question de choix. Il n'est pas à attendre, il est à réaliser".

J'invite donc les participants au forum à se laisser guider par le réalisme, à mettre en avant les projets et programmes faisant d'abord et surtout appel aux ressources internes, en un mot à retenir les leçons de deux décennies de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest appuyée par la Communauté des bailleurs de fonds.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,

L'organisation de ce forum à Niamey n'aurait pas été possible sans l'appui déterminé des autorités compétentes du Gouvernement de la République du Niger et la bénédiction du Président de la République. C'est pourquoi j'ai grand plaisir à exprimer à Son Excellence le Général Ibrahim Baré Maïnassara, Président de la République, au Gouvernement et au peuple de la République du Niger la gratitude du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO pour les facilités mises en oeuvre afin d'assurer le succès du forum comme pour l'accueil chaleureux réservé aux participants.

La présence de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre à l'ouverture de ce forum suffirait seule, s'il en était besoin, à témoigner de l'attachement des autorités de la République du Niger à la coopération régionale. Mais l'occasion est belle de saluer également la création d'un ministère à part entière chargé de l'Intégration Africaine qui, par delà le symbole, range le Niger parmi les premières nations africaines à se doter d'un département ministériel chargé de coordonner la politique nationale dans ce domaine.

Permettez-moi enfin de saluer le Secrétariat Intérimaire de la Convention dont le soutien financier et logistique a été déterminant pour la tenue de forum.

Il me reste à souhaiter que la somme d'efforts fournis par les organisateurs du forum soit récompensée par le succès que les participants sauront bâtir à l'issue des trois journées de travaux.

Je vous remercie de votre attention.

DISCOURS DU SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS

- Monsieur le Premier Ministre,
- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Mesdames, Messieurs les Ministres,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CCD,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif Adjoint de la CEDEAO,
- Monsieur le Directeur de l'UNSO,
- Mesdames, Messieurs les membres du Corps Diplomatique,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Inter-gouvernementales,
- Honorables Invités,
- Mesdames et Messieurs les Délégués,

Je voudrais tout d'abord exprimer notre satisfaction d'être aujourd'hui à Niamey, au cœur du Sahel, dans le cadre du forum préparatoire à l'élaboration du Programme d'Action Sous-Régional.

Qu'il me soit permis d'exprimer nos sincères remerciements et notre profonde gratitude à Monsieur le Président de la République, Son Excellence Monsieur Ibrahim BARRE Maïnassara et à travers lui le Gouvernement et le Peuple Nigériens, pour la chaleur de l'accueil qui nous a été réservé à Niamey.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Honorables Invités,
Mesdames, Messieurs.

La gestion rationnelle de nos ressources naturelles et de notre environnement a de tout temps été une préoccupation pour l'Afrique en général et le Sahel en particulier dont l'économie dépend essentiellement de l'agriculture et de l'élevage.

Les phénomènes de la sécheresse et de la désertification avec leurs cortèges de malheur demeurent toujours d'actualité en dépit de nos multiples efforts.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a comme vous le savez, une origine africaine car en effet, c'est au cours du « Sommet de la Planète Terre » tenu à Rio de Janeiro en juin 1992, que les pays africains ont demandé et obtenu le principe de l'élaboration d'une convention sur la lutte contre la désertification car estimant qu'au delà des problèmes de changements climatiques et de destruction de la diversité biologique, leur continent est soumis à un autre type de problème environnemental qui est la désertification.

C'est d'ailleurs ce problème de sécheresse et de désertification qui est à l'origine de la création du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel.

Né du drame qu'a vécu la région lors de la terrible sécheresse de 1968 à 1973, le CILSS dans une première phase a porté son action dans la mobilisation de la communauté internationale pour faire face à l'urgence.

Une fois les effets de la catastrophe atténués, le CILSS s'est proposé de s'attaquer véritablement au mal, c'est-à-dire aux causes de la sécheresse et de la désertification en initiant de grands projets touchant plusieurs secteurs de la vie socio-économique (agriculture, environnement, hydraulique) et par de grandes réflexions dont celle ayant abouti à la stratégie de lutte contre la désertification faisant de l'Homme, je veux dire du Sahélien, le moteur du développement. C'est de là qu'est née l'approche globale, multisectorielle et intégrée qui se manifeste aujourd'hui à travers les projets de gestion des terroirs.

La dernière des réflexions en cours, j'ai nommé Sahel 21 a donné pour la première fois la parole à tous les Sahéliens pour qu'ils s'expriment sur leur vision, leurs ambitions, leurs priorités pour le Sahel du 21^e siècle. Il ressort de cet exercice que les Sahéliens rêvent d'un Sahel vert dont le potentiel physique serait reconstitué et optimisé par une gestion rationnelle de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Pour en revenir à la Convention des Nations Unies sur le lutte contre la désertification, je voudrais rappeler que les actions du CILSS tirent leur légitimité de la Déclaration dite de OUAGADOUGOU dans le cadre de la CNUED, déclaration des neuf Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays du CILSS, faite à Ouagadougou, Burkina Faso à l'occasion du 10^e Sommet du CILSS le 11 avril 1992.

Les Chefs d'Etat avaient entre autres demandé, je cite : « une forte implication de nos organisations intergouvernementales, plus particulièrement le CILSS dans la mise en oeuvre des actions retenues dans le cadre des programmes de l'Agenda 21 et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ».

Depuis lors, nous nous attelâmes à la tâche et nous n'en voulons comme preuve le rôle unanimement reconnu joué par les Sahéliens et leur organisation qui ont mis leur capital d'expérience à la disposition de la communauté internationale dans l'élaboration de cette convention.

Les principes retenus dans ladite convention à savoir la participation, le partenariat et la coordination, confortent les Sahéliens dans la pertinence de leur choix de faire de l'Homme Sahélien, le moteur du développement.

Il me plaît de relever qu'en un temps record, moins de deux ans, la convention est entrée en vigueur depuis le 26 décembre 1996.

La priorité accordée à l'Afrique, notre continent dont la plus grande partie des terres agricoles est sujette à la désertification, a permis de bénéficier de mesures d'urgence avant l'entrée en vigueur de la convention.

Aujourd'hui, tous nos pays sont à un stade très avancé dans la formulation de leur Programme d'Action National.

Concernant le Programme d'Action Sous Régional Ouest-Africain, la première pierre a été posée depuis septembre 1994 à Ouagadougou où les experts sahéliens et de certains pays limitrophes ont esquissé la méthodologie de son élaboration.

Les réflexions se sont poursuivies à Dakar en juillet 1995, puis à Lomé en février 1996 où nous avons non seulement pu identifier les différents acteurs mais aussi favoriser les échanges sur le contenu de la convention et de jeter les bases du présent forum.

Le PASR est une occasion qui nous est offerte par la Convention pour que l'Afrique de l'Ouest puisse régulièrement se concerter en vue d'harmoniser sa politique et de coordonner les actions. Cette pour nous une belle occasion à exploiter de manière optimale pour qu'ensemble nous puissions gagner le noble combat contre la pauvreté. Je me réjouis déjà de la franche collaboration instaurée depuis juillet 1995 entre le CILSS et la CEDEAO. Je puis vous assurer, pour notre part, de la disponibilité du CILSS à poursuivre et à renforcer ce partenariat tant recherché.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,
Chers Participants,

Du Forum de Niamey nous attendons beaucoup car au sortir de ces assises il est espéré :

- qu'un consensus soit trouvé sur la compréhension du programme d'action ;
- que les actions prioritaires soient définies ;
- que les acteurs responsables des actions soient identifiés ;
- qu'une solution soit trouvée pour la coordination et le pilotage du processus.

Un des résultats importants de ce forum, c'est aussi l'implication de nos partenaires au développement dans le processus. Leur concours est nécessaire aussi bien pour le financement du Programme que dans leur manière d'agir car la coordination tant recherchée ne peut se faire qu'avec eux.

Je voudrais profiter de cette occasion pour leur exprimer toute la gratitude des sahéliens pour leur soutien constant dans nos efforts quotidiens pour enrayer de notre sous-région la pauvreté et par là la sécheresse et la désertification.

Pour terminer, je voudrais une fois de plus rendre hommage au Peuple Nigérien pour sa clairvoyance en organisant depuis 1984 le débat national sur la lutte contre la désertification et en prônant comme principe la participation de tous les acteurs dans les actions de développement.

Mes remerciements s'adressent aussi à vous Monsieur le Premier Ministre car votre présence ici dans cette salle témoigne de votre attachement à cet idéal de faire de la lutte contre la désertification, une priorité de votre Gouvernement.

Merci de votre aimable attention.

DISCOURS DU SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CCD

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Secrétaire exécutif de la CEDEAO,
Madame le Secrétaire exécutif du CILSS,
Mesdames, Messieurs les représentants du Corps diplomatique et
des Organisations internationales,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec un plaisir tout particulier que je me retrouve dans la capitale d'un pays sahélien et de plus à Niamey, en plein coeur du Sahel occidental, pour parler de lutte contre la désertification. Certes il vaudrait mieux ne pas avoir à parler du tout d'un tel sujet dont on mesure à présent la gravité. Mais ce que je veux dire, c'est que d'en parler ici ne me donne pas l'impression de parler de choses bizarres qui ne sont pas comprises ou mal interprétées comme c'est souvent le cas dans des pays plus verdoyants. En effet, la dimension mondiale du problème de la désertification a bien été reconnue, mais le phénomène comme tel n'est pas pour autant une évidence partout. Donc ici, au Niger, et au milieu de représentants de pays ouest-africains, pour beaucoup sahéliens, je sais d'emblée que je ne parle pas dans le vide. Nos priorités sont les vôtres et inversement. Je n'ai besoin de convaincre personne.

Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs,

*Cela dit, j'éprouve quand même des sentiments un peu mitigés. Je m'explique.

Il y a quelque temps, je veux dire grosso modo dans les deux années qui ont suivi l'adoption de la Convention, lorsque je participais à de telles réunions, j'avais quelque chose à apporter. J'étais le représentant d'une convention qui était neuve pour pratiquement tout le monde. Donc je m'efforçais de l'expliquer, j'en vantais les mérites par rapport à tous les instruments et autres cadres programmatiques qui l'avaient précédée, j'insistais sur les opportunités qu'elle offrait aux pays touchés, et l'on repartait satisfait en ayant le sentiment d'avoir appris quelque chose de réconfortant ! Mais aujourd'hui ce n'est plus cela. Le temps a passé. Et la lecture des documents qui ont été préparés pour servir de base aux discussions de ces trois jours fait ressortir que les pays touchés se sont maintenant approprié la Convention et ses principes et que ce sont eux et les organisations mandatées par eux qui ont pris l'initiative des opérations. Je n'irais pas jusqu'à dire que j'en suis gêné, mais cela complique quelque peu ma tâche. Maintenant que les principales idées qui sous-tendent la Convention ont été assimilées, la mise en oeuvre de cette dernière devient en quelque sorte, par certains côtés, plus technique. Il ne faudrait pas qu'à partir de là elle se transforme en une affaire de spécialistes, ce serait contraire à son esprit. Cependant elle est déjà, et jusque là c'est tant mieux, l'affaire de ceux à qui il incombe sur place de prendre le relais. Ainsi, étant loin du théâtre des opérations, le Secrétariat de la Convention, de moteur qu'il était au début, devient progressivement accompagnateur des acteurs principaux. Et il lui revient donc de trouver le ton et les moyens justes pour jouer ce nouveau rôle de la meilleure façon possible.

En l'occurrence, que peut-il faire à ce titre ?

Il me paraît utile, en dépit de mes constatations positives quant à l'appropriation de la mise en oeuvre de la Convention par ses acteurs, de rappeler quelques passages de celle-ci concernant les programmes d'action sous-régionaux. Je ne mentionnerai pas les domaines prioritaires sur lesquels la Convention propose que ces programmes soient axés. Le document de travail principal qui a été préparé montre à ce propos que les passages pertinents de la Convention ont servi de référence. En outre, les domaines énumérés dans la Convention le sont à titre indicatif dans la mesure où ce sont les conditions particulières de chaque sous-

région qui doivent dicter le choix des domaines à retenir. En revanche, il importe que l'on garde à l'esprit certains principes devant être observés.

Le premier de ces principes, bien que son nom n'apparaisse pas comme tel dans la Convention, est celui de subsidiarité. A l'Article 11 de l'annexe régionale Afrique de la Convention, il est stipulé que "Les programmes d'action sous-régionaux sont centrés sur les questions qui sont mieux traitées au niveau sous-régional". Cela signifie, si l'on remonte du niveau national au niveau régional, que toutes les questions, et aussi toutes les actions concrètes liées à ces questions, dont les Etats peuvent s'occuper de façon efficace individuellement, doivent absolument entrer dans leur programme d'action national. Seules doivent être retenues comme éléments constitutifs d'un programme sous-régional les questions et actions qui nécessitent une coordination à cette échelle et pour la gestion desquelles il existe dans la sous-région des organisations compétentes. On se souviendra en effet que les programmes nationaux sont les pièces maîtresses du dispositif à mettre en place et que le but des programmes sous-régionaux et régionaux également prévus est "d'harmoniser, de compléter et de rendre plus efficaces les programmes nationaux" (Article 11 de la Convention).

Le deuxième principe que j'aimerais rappeler est que "ces programmes seront mis à jour, dans le cadre d'un processus participatif permanent, compte tenu des enseignements tirés de l'action menée sur le terrain ainsi que des résultats de la recherche" (Article 9, paragraphe 1 de la Convention). Il se dégage de cette citation deux particularités quant au caractère de ces programmes.

La première est qu'un programme sous-régional doit constituer un cadre souple. Il ne saurait revêtir la forme d'un document adopté une bonne fois pour toutes et qu'on ne reverrait qu'à échéances régulières et relativement lointaines comme on en avait l'habitude par le passé. La deuxième particularité ressortant de cette citation est que les programmes sous-régionaux, tout comme les programmes nationaux, doivent être des produits issus d'une démarche participative. Cela veut dire aussi qu'un forum comme celui-ci doit nécessairement s'intégrer dans un processus de dialogue constant entre les acteurs en présence et qu'il n'en est qu'un moment particulier.

Je ne doute pas que l'idée ait été comprise. Mais je tiens à remarquer que, dans la pratique, satisfaire à cette condition pour ce qui est de l'intégration des populations et des ONG au processus à ce niveau est quelque chose de délicat. Comme il n'est pas possible d'aller à elles, il importe que celles-ci se fassent convenablement représenter. Cette exigence pose donc le délicat problème de la représentativité des personnes et organisations qui seront invitées pour défendre les intérêts de la base. N'ayant pas de recette à proposer, j'aimerais toutefois souligner que l'on se garde d'exercices alibi. Il ne suffit pas, lorsque l'on se réunit, d'inviter plus ou moins au hasard deux ou trois organisations en pensant qu'ainsi la base est dûment représentée. Un mécanisme de participation authentique requiert une préparation soigneuse et un sceau de légitimation par les Parties concernées.

Quittant le terrain un peu difficile et austère des prescriptions de la Convention, j'aimerais profiter de l'occasion, comme nous sommes à quelque deux mois de la première Conférence des Parties, pour faire le point des ratifications enregistrées. Il était important, en vertu de l'Article 36 de la Convention sur l'entrée en vigueur de celle-ci pour les pays désirant la ratifier ou y adhérer, que ces pays aient déposé les instruments nécessaires avant la fin du mois de juin. C'est en effet seulement à cette condition qu'ils pouvaient être autorisés à participer de plein droit, c'est-à-dire en disposant notamment du droit de vote, à la Conférence des Parties

qui se tiendra à Rome du 29 septembre au 10 octobre. Cela dit, à la fin du mois de juin 100 pays au total avaient déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion auprès du siège des Nations Unies à New York. Selon les derniers renseignements portés à ma connaissance, 6 pays de plus ont encore ratifié la Convention depuis cette date.

Si l'on songe que l'Assemblée générale des Nations Unies a été saisie il y a seulement 5 ans, lors de la Conférence de Rio sur l'Environnement et le Développement, pour mettre en place un comité d'élaboration d'une convention internationale de lutte contre la désertification et que le texte de ladite convention a été adopté il y a seulement 3 ans, cela est certainement un résultat appréciable, dont on peut se réjouir.

L'examen des ratifications obtenues révèle que 43 d'entre elles viennent de pays africains, ce qui représente un taux de ratification de plus de 82% au niveau régional africain.

Si je me plais à donner ces détails, c'est que la convention dont nous disposons aujourd'hui avait été réclamée par les pays en voie de développement et singulièrement par les pays africains, qui s'étaient battus durant tout le processus de préparation de la CNUED et lors de celle-ci pour obtenir gain de cause. Il était dès lors important que, pour conserver leur crédibilité et convaincre le reste de la communauté internationale de leur attachement à cet instrument, ces derniers le ratifient rapidement. Dès lors que plus de 80% d'entre eux l'ont déjà fait, on peut considérer que cette marque d'intérêt de leur part est patente. Cependant, l'Afrique pourrait faire encore mieux en saisissant cette occasion pour manifester une ferme volonté de cohésion et de solidarité interne. Aussi, bien que soit passée la date limite pour pouvoir participer pleinement à la première Conférence des Parties, j'invite solennellement les pays représentés ici qui n'ont pas encore pris toutes les dispositions nécessaires en vue de la ratification de la Convention à le faire dans les meilleurs délais. Les pays africains déjà Parties à la Convention leur en seront certainement reconnaissants. Et je vous invite également tous à encourager les pays n'ayant pas ratifié la Convention et qui ne sont pas parmi nous aujourd'hui à faire de même. Rappelons-nous que la première condition devant être remplie par une convention internationale traitant d'un problème mondial est d'être aussi universelle que possible.

Je ne saurais terminer ce message, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, sans adresser les vifs remerciements du Secrétariat aux autorités de la République du Niger pour leur hospitalité, et aux organisations sous-régionales, le CILSS et la CEDEAO, pour l'invitation qu'ils m'ont adressée. Je puis vous assurer que nous suivrons avec beaucoup d'intérêt les débats prévus en vue de la concrétisation d'un programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification. Un tel programme est en effet à considérer comme un complément indispensable aux programmes d'action nationaux des Etats de la sous-région que j'appelle également de mes vœux. Tous les efforts devraient tendre en effet vers une conciliation d'une part des exigences de la Convention en ce qui concerne les mécanismes participatifs à instaurer, et d'autre part de l'opportunité d'une d'intervention rapide pour contrer un mal qui malheureusement n'attend pas.

Je vous remercie de votre aimable attention.

DISCOURS DU REPRESENTANT DE L'UNSO

Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO;
Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS;
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CCD;
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
Monsieur le Représentant Résident du PNUD;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations
Inter-Africaines et Internationales ;
Mesdames et Messieurs les Délégués ;
Honorables Invités ;
Mesdames et Messieurs.

Je voudrais tout d'abord exprimer toute la joie qui m'anime d'être au Niger, pays sahélo-saharien, à l'avant garde de la lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest. Nous voulons tout particulièrement saluer le rôle pionnier du Niger qui, très tôt, s'est engagé dans un processus réellement participatif de définition de stratégies et de mise en oeuvre d'actions appropriées de lutte contre la désertification. L'on doit en effet se rappeler que le Débat de Maradi qui a regroupé en Mai 1984, agriculteurs, éleveurs, artisans, ONG et associations ainsi que les services publics de l'Etat a constitué le tout premier forum sahélien de lutte contre la désertification de l'Ouest Africain. Maradi a donc montré la voie et il faut ici saluer la décision de la CEDEAO et du CILSS de retenir le Niger pour abriter le premier forum de la sous région.

Monsieur Samuel Nyambi, Directeur de l'UNSO, m'a expressément chargé de vous transmettre en même temps que ses vifs regrets de ne pouvoir participer à vos assises, ses vœux de plein succès à vos travaux. Il m'a aussi chargé de vous réitérer son intérêt personnel à contribuer de façon effective à la mise en oeuvre de la Convention de Lutte Contre la Désertification et de confirmer sa totale solidarité avec les conclusions des présentes assises.

Monsieur le Premier Ministre;
Mesdames et Messieurs;

Le présent forum marque un tournant décisif dans le processus de préparation et de mise en oeuvre du PASR. L'UNSO et je pourrais dire le système PNUD, voudrait réitérer ici sa disponibilité à aider les pays et les sous régions dans leur lutte contre les fléaux de la sécheresse et de la désertification. Nos efforts seront donc poursuivis et intensifiés. L'UNSO en particulier et le PNUD en général, mettront leur expérience à la disposition des pays et les appuieront dans la mobilisation des ressources financières nécessaires.

La préparation et la mise en oeuvre du PASR constituent un processus complexe et ardu. Elles requièrent il est vrai des ressources financières mais encore plus un engagement effectif de tous les acteurs, couplé d'une constance dans l'effort, de l'imagination et une volonté d'agir ensemble sans cesse renouvelée. Le bilan que nous avons effectué dans le cadre de la mise en oeuvre des Programmes d'Action Nationaux et des Programmes d'action sous régionaux indique qu'il faudrait s'attacher à lever un certain nombre de défis parmi lesquels je voudrais souligner particulièrement les suivants:

Comment éviter de figer le PASR dans un document alors qu'il s'agit d'un processus essentiellement participatif, continu et itératif?

Quel partage des rôles et responsabilités devra s'opérer entre les différents acteurs de la sous-région, en valorisant les avantages comparatifs, en privilégiant la rationalisation et la recherche de la complémentarité?

Comment éviter le risque de fatigue dû au caractère consultatif, participatif et itératif du processus? Comment gérer l'urgence qui veut qu'on intervienne tout de suite et partout, face à la nécessité d'une planification spatio-temporelle du développement ?

Quels arrangements et quels mécanismes financiers faut-il promouvoir pour garantir non seulement le succès mais aussi la durabilité des actions et du processus?

Nous n'avons voulu mettre en exergue que ces quelques défis qui nous paraissent importants pour une préparation et une mise en oeuvre efficace du PASR. Nous sommes persuadés que les deux centres de liaison, la CEDEAO et le CILSS, en rapport avec tous les acteurs sous régionaux sauront trouver les réponses idoines aux questions, interrogations et défis majeurs que pose le processus du PASR.

Je voudrais à ce niveau saluer l'exemplarité de la collaboration CEDEAO/CILSS. Ces deux organisations désignées comme centres de liaison du processus PASR en Afrique de l'Ouest depuis la rencontre historique de Dakar de Juillet 1995, ont su jouer avec efficacité, malgré les difficultés liées à toute initiative novatrice, le rôle qui leur a été confié. Parce que la sous-région Ouest Africaine est la seule à avoir une coordination assurée par deux organisations, ce montage avait été perçu par certains comme une contrainte. Mais voilà que grâce à une perception élevée de leurs rôles, la CEDEAO et le CILSS ont su transformer cette contrainte en atout. Cette expérience démontre que la rationalisation est possible, que la synergie peut être réalisée.

Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs.

Je voudrais rappeler que l'Afrique à qui la priorité a été donnée dans la convention, a convenu de faire de la lutte contre la désertification, le volet essentiel de sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Une majorité écrasante de citoyens en Afrique de l'Ouest vivent dans des conditions de pauvreté souvent extrêmes. Il nous faut briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation des terres et consolider le cercle vertueux du développement durable auto entretenu. Le dernier rapport du PNUD sur le développement humain montre que l'élimination de la pauvreté est un défi que l'humanité est capable de relever. Mais pour que l'humanité y parvienne il faut plus de solidarité, un partenariat actif et constructif, une coopération plus agissante. Notre voeu ardent pour lequel nous ne ménagerons ni notre temps, ni nos énergies, ni nos moyens est de voir le Programme d'Action Sous Régional de l'Afrique de l'Ouest se concevoir et s'exécuter dans la conjugaison des efforts des africains de l'ouest, dans un esprit de partenariat fécond avec le reste de l'Afrique et la communauté internationale. L'Afrique de l'Ouest doit relever le défi de la désertification et de la sécheresse, s'engager dans un développement durable véritable pour marquer son entrée dans le 21^è siècle.

Je vous remercie.

DECLARATION DU REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,

Avant de commencer notre propos, permettez-nous de nous acquitter d'abord d'un honorable devoir : celui de transmettre, à toutes les populations laborieuses et aux gouvernements des pays membres du CILSS et de la CEDEAO ainsi qu'à tous les délégués ici présents, les salutations fraternelles du peuple et du gouvernement centrafricains.

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,
Distingués invités,

Malgré sa position géographique, la République Centrafricaine est aujourd'hui entièrement solidaire des pays du Golf de Guinée dans cette longue et difficile lutte qu'ils mènent contre la sécheresse et la désertification. La désertification touche généralement des zones où des populations démunies mènent au quotidien la lutte pour la survie. De plus, elle n'a pas de frontière précise en Afrique à cause des transhumance et autres mouvements migratoires. C'est dire qu'elle est un phénomène socio-économique et culturel.

Le Nord de la République Centrafricaine, qui est une zone de savane, accueille, en des périodes critiques de chaque année, des milliers de réfugiés écologiques comme d'autres populations déplacées. Ce mouvement sans cesse répété a pour conséquence la dégradation progressive du sol et la diminution des ressources naturelles. Les limites des zones climatiques n'étant plus définissables avec une précision opérationnelle, la question de la production agricole devient préoccupante dans cette zone.

Conscient de cette situation devenue inquiétante, le gouvernement centrafricain, en accord avec le peuple a entrepris, au plan national, un certain nombre d'actions dont nous portons ici quelques unes à votre connaissance :

- l'organisation, depuis 1990, de séries de séminaires sur l'environnement et le développement durable ;
- la ratification des convention de Rio ;
- la mise en place du Comité de Pilotage de la Convention de lutte contre la Désertification ;
- la ratification de ladite Convention ;
- l'organisation des séries de séminaires de sensibilisation cibles alternativement sur des élus du peuple, des professionnels des médias et de l'éducation nationale ;
- l'instauration de la Journée nationale de l'arbre fêtée chaque année ;
- la création en mars 1995 de l'émission "Pop'Vision" consacrée aux débats radiodiffusés et télévisés portant sur les multiples interrelations entre famille, population, environnement et développement durable ;
- le processus du PNAE pleinement engagé

Beaucoup restent à faire - mais malheureusement aussi beaucoup de rendez vous pris ont dû être reportés ou manqués pour des raisons de force majeure - nous citerons à cet effet :

- le Forum sur la Convention de lutte contre la Désertification,
- le Forum des ONG nationales centrafricaines.

Qui, tous, n'ont pu se tenir conformément à l'échéancier fixé par le séminaire national de sensibilisation ; toutefois, nous restons optimistes pour l'avenir. Aussi, nous envisageons organiser, dans les mois à venir, un séminaire d'information sur le Comité permanent destiné aux populations locales, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'aux partenaires au développement de la République Centrafricaine.

"VOE CELI", "MALHEUR A L'HOMME SEUL" a dit Barthélémy Boganda, Président-Fondateur de la République Centrafricaine. Aussi, nous envisageons lancer, le moment venu, un appel à l'adresse de toutes les bonnes volontés prêtes à nous aider à réussir la réalisation de notre programme. Nous pensons, en cela, à notre future collaboration avec le CILSS et autres nouveaux partenaires. Nous sommes convaincus qu'en décidant de nous inviter au Forum de Niamey, les organisateurs ont tenu à démontrer leur volonté de collaborer avec la République Centrafricaine dans cette lutte contre la sécheresse et la désertification. Qu'ils en soient remerciés.

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,

Concernant les actions prioritaires retenues au Programme d'Actions Sous Régional, nous pensons qu'il serait souhaitable qu'un accent particulier soit mis sur :

- la prévention,
- la lutte contre la pauvreté,
- la coordination entre les structures chargées de l'exécution des actions et
- la diffusion des données.

Pour terminer, permettez-moi d'adresser notre gratitude au CILSS, à la CEDEAO, et à tous les facilitateurs qui ont contribué à la participation de notre délégation à ce Forum en qualité d'observateur. Nos remerciements vont à l'endroit du Comité d'Organisation pour la qualité de l'accueil qui nous a été réservé dans cette belle ville de Niamey.

Nous vous remercions de votre aimable attention.

DECLARATION DES ONG **(RIOD - AFRIQUE DE L'OUEST)**

Monsieur le Président,
Distingués invités,

Les ONG se félicitent de la tenue, au coeur du Sahel, de cette conférence sur le Programme d'Action Sous-Régional de mise en oeuvre de la CCD.

En attendant d'apporter une contribution écrite sur la place et le rôle des ONG dans la mise en oeuvre du PASR, nous voudrions d'ores et déjà marquer notre adhésion aux grands domaines d'intervention suivants ainsi qu'aux axes qu'ils développent :

- Maîtrise de l'eau,
- Développement et gestion rationnelle des ressources énergétiques,

- Valorisation et échange des bioressources,
- Sécurité alimentaire.

Nous remercions le CILSS de nous avoir associé à cette importante rencontre et donnons l'assurance à tous nos partenaires que pour la mise en oeuvre de la CCD à quelque niveau que ce soit, nous serons à leur côté.

DECLARATION SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEBV

Excellence Monsieur le Premier Ministre,
 Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage de la République du Niger,
 Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,
 Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,
 Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CCD,
 Mesdames, Messieurs les participants,
 Mesdames, Messieurs les invités,

Permettez-moi d'abord de remercier les organisateurs de ce Forum sur le Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la Désertification pour l'honneur, l'amitié et le plaisir qu'il nous ont fait en invitant la Communauté Economique du Bétail et de la Viande (CEBV) à participer à ce Forum.

La présente rencontre fait donc suite à la signature le 17 juin 1994 à Paris (France) de la Convention Internationale sur la lutte contre la Désertification (CCD). Cette concertation constitue un cadre idéal de réflexion sur le contenu du PASR et d'en fixer les actions prioritaires.

Les grandes sécheresses climatiques de ces dernières années au Sahel, la dégradation progressive et poussée des écosystèmes de nos Etats, les mouvements amplifiés de transhumance du bétail, les conflits sociaux entre agriculteurs et éleveurs transhumants marqués par des pertes en vies humaines avaient déjà amené la CEBV à inscrire dans son plan d'action, dès sa création en 1970, la question de la gestion durable des ressources naturelles transfrontalières. Sans vouloir anticiper sur les résultats de nos travaux, la CEBV se réjouit déjà du fait que les documents préparatoires de ce Forum aient accordé une importance capitale aux problèmes de la gestion des ressources pastorales transfrontalières et de la gestion des terroirs et écosystèmes transfrontaliers.

Nous nous félicitons ici de la collaboration heureuse qui existe entre la CEBV, le CILSS et la CEDEAO. C'est pourquoi, je me permets de remercier tout particulièrement mon homologue du CILSS, Madame Cissé Mariam K. Sidibé pour toute son attention et pour m'avoir invité à prendre personnellement part à ce Forum. Les Etats du Conseil de l'Entente que je représente ici attendent beaucoup de nous. Ensemble, nous pouvons certainement mieux répondre à leurs attentes, surtout dans un domaine aussi délicat que celui de la lutte contre la désertification.

C'est sur ces mots que je souhaite plein succès au Forum sur le Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la Désertification.

Je vous remercie.

DECLARATION DE LA PLATE-FORME PAYSANNE DU SAHEL

Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage de la République du Niger,
Madame et Messieurs les membres du Présidium,
Mesdames et Messieurs les participants,

Je voudrais, au nom du Conseil d'orientation régional de la Plate-forme et de tous les producteurs du Sahel, remercier ceux qui ont eu l'initiative de ce forum.

Ce sujet pour nous, producteurs, est une interpellation et nous avons le sentiment qu'en le traitant sans la participation des producteurs, il y a des risques de le traiter mal ou tout simplement à moitié.

La désertification est une menace pour les Sahéliens que nous sommes. Elle menace jusqu'à notre survie. Nous pensons qu'il est urgent de mener un combat idoine alors qu'il en est encore temps. Les frontières sont du fait des hommes. Le désert, lui, voyage aveuglément souvent guidé par nos comportements irresponsables.

La Plate-forme des Organisations Paysannes du Sahel s'engage à le combattre à travers des actions déjà identifiées et d'autres qui le seront. Nous mènerons toutes les actions de sensibilisation liées à la réussite de ce combat. Les 80 % des Sahéliens que nous sommes, seront avec vous.

Je vous remercie.

Le Coordonnateur Régional
Souleymane M. Keita

**FORUM DE PREPARATION
DU PROGRAMME D'ACTION SOUS-REGIONAL
SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CCD**
Niamey - NIGER, 21 - 23 Juillet 1997

LISTE DES PARTICIPANTS

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|--|---|
| BENIN | Edouard Aho-Glélé Directeur Adjoint des organisations Internationales / Min. Aff. Etrang. et Coopération | 03 BP 16 Jericho Cotonou Tél (229) 30 10 92 Fax (229) 30 02 45 |
| | Appolinaire Dah Dossounon Directeur Aménagement Territoire, Secrétaire Permanent LCD Min. Env. Habitat et Urbanisme | 06 BP 2031 Akpakpa Cotonou Tél (229) 31 14 80 Fax (229) 31 14 80 / 33 45 25 |
| | Rogatien Biauou Président du Groupe des Experts Africains du CIND | 4 East 73 Str, New York, NY10021 Tél (1-212) 249 6014 E-mai Roga5eadl.Com |
| BURKINA | Djiri Dakar Secrétaire Permanent du CONAGESE | Tél (226) 31 31 66 / 31 24 64 Fax (226) 31 64 91 |
| | Sanoussi Fofana CONACILSS | Tél (226) 31 04 55 Fax (226) 31 08 70 |
| | Norbert Zongo SPONG | Tél (226) 30 62 63 / 31 01 61 Fax (226) 30 57 42 |
| CAMEROUN | Samuel Roger Minkeng Membre Coordination Mise en oeuvre CCD Ministère Environnement et Forêts | Pers. BP 11738 Yaoundé Tél (237) 20 10 76 B. Tél (237) 23 92 30 / 22 94 82 Fax (237) 22 94 87 / 88 |
| | Mbassi Menyé Coordonnateur Agenda 21 | Tél (237) 23 92 30 / 23 92 31 |
| | Nkoyock Jacqueline Secrétaire Exécutif du CONGAC | BP 6912 Douala Tél/Fax (237) 40 26 02 |
| CAP-VERT | Manuel Leao De Carvalho SEPA /Point Focal CCD BP 115 Praia | Tél (238) 61 75 11 / 61 57 16 Fax (238) 61 75 11 / 61 40 54 |
| | Zuleika Levy MORABI/ Point Focal ONG | BP 568 Praia Tél (238) 62 17 75 Fax (238) 62 17 22 |
| COTE D'IVOIRE | Jacques Kraidi Chef Service Projets Direction Environnement | BP V. 153 Abidjan Tél (225) 22 89 34 / 21 11 83 Fax (225) 21 04 95 |
| | Koffi Yao Bernard Chef de Service Etudes Direction Environnement | Tél (225) 21 97 09 / 21 11 83 Fax (225) 21 04 95 |
| | Séri Rachel Gougoua Présidente / Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la Famille (ONEF) | 22 BP 1316 Abidjan 22 Tél (225) 47 14 97 Fax (225) 47 14 97 |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|--|---|
| GAMBIE | Charles Saar Thomas CONACILSS | Tél (220) 22 61 34 Fax (220) 22 89 98 |
| | Foday Bojang Directeur de la Foresterie Point Focal CCD | Tél (220) 22 73 07 Fax (220) 22 47 65 |
| | Samuel Bruce Oliver Directeur Général NARI | PMB 526 Banjul Tél (220) 48 49 25 |
| GHANA | Justina R. Anipa Deputy Director/Town and Country Planning Department | PO BOX M61 Accra Tél (233-21) 66 40 34 |
| | Sulemana Osman Saaka Environmental Protection Agency CCD Focal Person | PO. BOX M 326, ACCRA Tel (233-21) 66 46 97 / 8 78 01 75-9 Fax (233-21) 66 26 90 / 66 68 28 |
| GUINEE | Mohamed Lamine Doumbouya Directeur National Adjoint Point Focal CCD | BP 3118 Conakry Tél (224) 46 48 50 Fax (224) 46 48 39 |
| | Abdoulaye Koulibaly Chef Section Etudes et Synthèse, Chargé du suivi et mise en oeuvre du PNAE | |
| GUINEE-BISSAU | Nelson Justino Gomez Direction Général de l'Environnement | BP 225 Bissau Tél (245) 21 42 66 |
| | Seco Cassama Direction Général de l'Environnement | BP 6912 Douala Tél/Fax (237) 40 26 02 |
| MALI | Sékou Abba Cissé CONACILSS | BP 61 Bamako Tél (223) 22 86 67 / 22 27 89 Fax (223) 22 02 95 |
| | Alamir Sinna Touré Chargé d'Etudes SP PNAE/CID | BP 2357 Bamako Tél (223) 23 10 74 Fax (223) 23 58 69 E-Mail Hoffer@PNAE.CID.ML |
| | Ba Mariam Kane Présidente ONG GUAMINA | BP 2744 Bamako Tél/Fax (223) 22 59 10 |
| MAURITANIE | Ahmed Salem Ould Ahmed CONACILSS Min. Dév. Rural et Environnement | BP 1135 Nouakchott Tél (222) 25 74 75 Fax (222) 25 74 75 |
| | Brahim Sall Coordonnateur PMLCD Point Focal CCD | BP 2371 Nouakchott Tél (222) 25 66 16 Fax (222) |
| | Abdel Moumine Ould Sid'Ahmed ONG Espoir | Tél/Fax (222) 25 04 40 |
| NIGER | Alassane Morou CONACILSS | Tél (227) 73 26 07 Fax (22) 72 29 53 |
| | Sala Assane Amadou Secrétaire Exécutif CNEDD Cabinet PM | BP 10193 Niamey Tél (227) 72 25 59 |
| | Oumarou Harouna | |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|--|--|
| NIGER (Suite) | Laoualy Ada Directeur National de l'Environnement | BP 578 Niamey Tél (227) 73 33 29 Fax (227) 73 27 84 |
| | Issoufou Wata Directeur Etudes, Programmes et intégration Rég. / Min. Hydraul. Env. | BP 578 Niamey Tél (227) 72 38 89 Fax (227) 72 40 15 |
| | Moustapha Amadou Chercheur INRAN | BP 429 Niamey Tél (227) 73 30 71 |
| | Abdoulaye Ousmane Diallo Directeur Intégration Eco & Fin / Min. Ens. Sup. Intég. Africaine | BP 12627 Niamey Tél (227) 73 53 15 |
| | Michèle Hadiza Claude Conseillère en DS/P/PF/PF à la CUN Plate-forme CCD | BP 11400 Niamey Tél (227) 73 36 93 |
| | Aboubacar Sidi Chargé de Programme | BP 12091 Niamey Tél (227) 73 36 34 |
| | Soumana Seyni Ministère du Plan | BP 862 Niamey Tél (227) 72 32 58 |
| | Abdou Elh Mamane Président ANEB | BP 10827 Niamey Tél (227) 73 33 29 |
| | Yahayé Tahirou Chargé des thématiques GAP-ONG | BP 13400 Niamey Tél (74 08 42) |
| | Ahmadou Gambo Secrétaire Exécutif ONG-CDR/CFOA | BP 10928 Niamey Tél (227) 74 22 89 |
| | Kaza Gaoh Omarou Secrétaire Exécutif GAP | BP 10663 Tél (227) 74 22 89 |
| NIGERIA | Pr. Matt F. Ivbijaro Director, Environmental Conservation Department ECD/FEPA | Tél (234-9) 234 28 08 / 52 33 825 Fax (234-9) 523 36 69 / 523 15 70 |
| | Dr. Bukar Hassan Assist. Director, ECD/FEPA, Abuja Focal Point CCD | PMB 265 Abuja Tél (234-9) 234 65 96 / 47 Fax (234-9) 234 28 07 |
| | Pr. Folorunso Olatunji Université de Maiduguri | PMB 1064 Maiduguri, Nigéria Tél (234-076) 23 62 89 |
| RCA | Paul Service Expert Gouvernemental | BP 940 Bangui Fax (236) 61 10 85 |
| | Joseph Mbolidi BP 828 Bangui | Tél (236) 61 33 80 |
| | Annie Sarandji FOCSARENA | BP 2405 Bangui Tél (236) 61 23 34 / 61 21 07 |
| SENEGAL | Ndiawar Dieng Point Focal CIND Parc Forestier de Hann | BP 1831 Dakar Tél (221) 32 35 30 Fax (222) 32 04 26 |
| | Abdoul Aziz Diédhiou CONACILSS Im. CSA; Rue Parchapp x Huart | BP 21616 Dakar Tél (221) 23 60 30 / 21 24 61 Fax (221) 23 60 30 |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|---|---|
| SENEGAL (Suite) | Amadou Daff CONGAD Point Focal National RIOD | BP 4109 Dakar Tél (221) 24 41 16 Fax (221) 24 44 13 |
| TCHAD | Lassou Kourdina Directeur de pêche (MEE) Point Focal CID/LCD | BP 447 N'Djaména Tél (235) 52 22 47 / 52 39 19 Fax (235) 52 51 19 |
| | Bitangui Ousman CONACILSS (CTS/DG/MA) | BP 441 N'Djaména Tél (235) 52 21 48 / 52 38 97 Fax (235) 52 51 19 |
| | Mady Passang DARNA ONG de développement tchadienne | BP 470 N'Djaména Tél (235) 51 43 69 Fax (235) 51 23 89 |
| TOGO | Ablam Sea-Yénam Messanvi Ingénieur Eaux et Forêts, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières | BP 334 Lomé Tél (228) 21 60 90 / 21 79 86 Fax (228) 21 34 91 |
| | Kouassivi Bougonou Djéri-Alassani Coordonnateur Technique PNAE | BP 4825 Lomé Tél (228) 21 86 90 Fax (228) 21 09 47 |
| | Mensah Todzro ONG "Les Amis de la Terre" Point Focal National RIOD | BP 20190 Lomé Tél (228) 22 17 31 Fax (228) 22 17 32 E-Mail adtg@syfed.tg.refer.org |
| ABN | Mahamane Touré Directeur de la Documentation et de l'Information | Tél (227) 72 10 02 / 75 32 39 Fax (227) 73 22 37 |
| ACMAD | Isaac Rusangiza Chargé des Applications Météorologiques | BP 13184 Niamey Tél (227) 73 49 92 Fax (227) 72 36 27 / 73 49 92 E-mail acmadem@intnet.ne |
| ALG | Hamidou Amani Chef du Département du Développement Rural | 01 BP 619 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 61 48 / 49 Fax (226) 30 85 88 |
| CBLT | Baba Diguéra Chef de l'Unité des Ressources Naturelles | BP 727 N'Djaména Tél (235) 51 41 37 / 51 41 45 Fax (235) 51 41 37 / 51 74 16 |
| CEA/CDSR | Lucas T. Tandap Chargé de Programme | BP 744 Niamey Tél (227) 72 29 61 / 72 36 24 E-mail lucas@acmad.ne |
| CEBV | Dr Elie Ladikpo Secrétaire Exécutif | 01 BP 638 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 62 67 / 68 Fax (226) 30 62 68 |
| CIERRO | Jean-Baptiste Ilboudo Directeur a.i. | 01 BP 385 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 66 86 Fax (226) 31 28 66 E-mail Ilboudo.cierro-cierro.bf |
| CRAT | Pr Mansour Kane Directeur du CERER | BP 2435 Dakar Tél (221) 32 37 79 / 23 77 12 Fax (221) 23 77 13 |
| CRESA | Idrissa Soumana Coordonnateur | BP 10960 Niamey Tél (227) 73 39 42 Fax (227) 73 39 43 |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|---|---|
| CONSEIL DE L'ENTENTE | Hibraïm Aouba Coordonnateur Régional PPIV | BP 282 Niamey Tél (227) 72 28 58 Fax 72 29 14 01 BP 3734 Abidjan 01 Tél (225) 33 28 35 Fax 33 11 49 |
| EIER | Hamma Yacouba Enseignant | 03 BP 7023 Ouagadougou 03 Tél (225) 30 20 53 / 30 71 16-17 Fax (225) 31 27 24 |
| EISMV | Pr François Adébayo Abiola Directeur | BP 5077 Dakar Tél (221) 25 66 92 Fax (221) 25 42 83 |
| FOUTA DJALLON | Ibrahim Kegneko Diallo Coordonnateur International | Tél (224) 44 13 95 Fax (224) 41 25 22 |
| ICRISAT | Hama Kontongomdé GIS Manager | BP 12404 Niamey Tél (227) 72 25 29 / 72 27 25 Fax (227) 73 43 29 E-mail M.Kontongomde@cgnet.com |
| IITA | Dr Bir B. Singh Officer-in-charge IITA Station in Kano | Sabo Bakin Zuwo Rd, Kano PMB 3112, Nigéria Tél (234-64) 64 53 50 Fax (234-64) 64 53 52 E-mail icrisat.w.nigeria@egnet.com |
| IPD/AOS | Ismaïla Kanté Directeur | 01 BP 1756 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 03 90 / 30 13 99 Fax (226) 30 12 96 E-Mail ipd/aos@endakakgn.apc.org |
| OCLALAV | Ahmadou Ndiaye Directeur Général | BP 1068 Dakar Tél (221) 32 34 79 / 32 32 80 Fax (221) 32 04 87 |
| OMVS | Dendou Ould Tajidine Directeur du Développement et de la Coordination | 46, rue Carnot BP 3152 Dakar Tél (221) 23 65 44 / 22 06 68 Fax (221) 23 47 62 |
| UEMOA | Modibo Traoré Directeur de l'Environnement | 01 BP 543 Ouagadougou 01 Tél (226) 31 88 73 à 76 Fax (226) 31 88 72 |
| OUA | Dr Moïse Aklé Chef de la Protection de l'Environnement | PO BOX 3243 Addis-Abeba Tél (251-1) 51 04 47 Fax (251-1) 51 78 44 |
| OUA/SAFGRAD | Dr Mahama Ouédraogo | 01 BP 1783 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 60 71 / 31 15 98 Fax (226) 31 15 86 |
| UMA | Abdelkrim Ould Cheikh Chef de Département | PO Box 26/27 Rue Oqba-Agdal, Rabat Tél (212-7) 77 26 82 Fax (212-7) 77 26 93 |
| RIOD | Masse LO ENDA TM - Programme Energie Point Focal Régional du RIOD pour l'Afrique | BP 3370 Dakar Tél (221) 22 24 96 / 22 59 83 Fax (221) 21 75 95 / 23 51 57 MasseLOenda. Sn |
| | Florent Ouédraogo Président de l'AVD Point Focal Sous-Régional du RIOD pour l'Afrique de l'Ouest | Tél (226) 36 17 54 Fax (226) 30 16 09 |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|---|--|
| PLATE-FORME PAYSANNE | Ndeye Mbodji Sarr Présidente du FONGS | BP 269 Thiès Tél (221) 51 12 37 Fax (221) 51 20 59 |
| | Souleymane M. Keita Coordinateur Sous-Régional Plate-forme des organisations paysannes du Sahel | BP 49 Kati Mali Tél (223) 22 87 25 / 27 21 67 Fax (223) 22 87 37 |
| ACCT | Sory Ibrahima Diabaté Responsable du Programme Environnement / (IEPF) au Québec | Tél (1-418) 692 57 27 Fax (1-418) 692 56 44 E-Mail s.diabate@iepf.org 56, rue Saint-Pierre 3e étage Québec |
| OSS | Youssef Brahimi Conseiller | 1, rue Miollis 75015 Paris Tél (331) 45 68 28 29 / 06 Fax (331) 45 67 26 86 E-mail a.trux@unesco.org |
| CLUB DU SAHEL/OCED | Valérie Autissier | 63 Bd Beauséjour 75016 Paris Tél (331) 44 14 69 16 Fax (331) 44 14 69 19 E-mail autiss@reao.rio.net |
| JALDA | Aliou Kouré Chef de Projet | BP 12822 Niamey Tél (227) 73 58 92 Fax (227) 73 53 10 |
| | Yahaya Bounia Agronome | |
| SECRETARIAT CCD | Hama Arba Diallo Secrétaire Exécutif | 11-13 Ch des Anémones Ch 1219 Châtelaine Genève Tél (41-22) 979 94 18 Fax (41-22) 979 90 30 / 31 E-Mail secretariat@unced.ch |
| | Claude Mottier Chargé de Programme Principal | |
| OMM | Mohamed Boulama Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, Lagos | Tél (234-1) 263 42 91 Siège OMM Tél (41-22) 730 83 80 Fax (41-22) 740 02 07 / 734 23 26 |
| PNUD | Mamadou Ouattara Conseiller en Développement Durable PNUD/Niamey | BP 11207 Niamey Tél (227) 73 21 04 / 09 E-Mail Mamadou.Ouattara@UNDP.Org |
| UNSO/Ouaga | Mounkaïla Goumandakoye Coordonnateur Unité Régionale | 01 BP 366 Ouagadougou 01 Tél (226) 30 63 35 ou 37 Fax (226) 31 05 81 E-Mail mounkaïla.goumandakoye@UNDP.Org |
| | Anna Coulibaly Assistante de Programme | |
| UNSO/New York | Moustapha Soumaré Conseiller Technique Principal | 304E, 45th st. 9th Floor New York, NY 10017 USA Tél (1-212) 906 67 55 Fax (1-212) 906 63 45 E-Mail Moustapha.Soumare@UNDP.Org |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|--|---|
| UNITAR/OSS | Nuttall Christophe | Palais des Nations CH 1211 Genève E-Mail christophe.nuttall@itu.ch |
| BELGIQUE | Georges Pierseaux Chef de Secteur Agricole Coopération Belge, Burkina | BP 4388 Ouagadougou Tél (226) 30 40 60 Fax (226) 30 40 70 |
| CHINE | Su Jianxing 3e Secrétaire Ambassade République Populaire de Chine | BP 10777 Niamey Tél (227) 72 21 26 |
| CANADA | Chantal Lewis Conseillère CILSS/ACDI Ambassade du Canada, Ouaga, Burkina | Tél : (226) 31 18 94/95 Fax : (226) 31 19 00 |
| DANEMARK | Sophia Moestrop Représentante Coopération Danoise -DANIDA | BP 11856 Niamey Tél (227) 72 39 48 E-mail DANIDA@INTNET.NE |
| FRANCE | Caroline Bah Assistant Technique MIFRAC, Burkina | Tél (226) 31 05 77 Fax (226) 31 11 42 |
| USAID | Phil Jones Rod Kite Economist | Tél (202) 647 93 52 US Dept of State / Wash. DC Tél (202) 647 6035 E-mail RKite@USAID.Gov |
| CEDEAO | Boubacar Ba Secrétaire Exécutif Adjoint | 6, King Georges V Road PMB 12745 Lagos Tel (234-1) 26 00 860 Fax (234-1) 26 33 935 / 26 47 060 |
| | Ahmadou Mangane Chef Division Ressources Naturelles | |
| | Gabriel Hounsou Interprète | |
| | Akin Medeiros Interprète | |
| | Dr Haruna Jacob Traducteur | |
| <u>CILSS</u> | Cissé Mariam K. Sidibé Secrétaire Exécutif | 03 BP 7049 Ouagadougou 03 Tél (226) 30 67 58 Fax (226) 30 67 57 |
| | Idé Bana Conseiller Technique GRN | |
| | Medellah Ould Bellal Conseiller Technique Communication | |
| | Nobila Sorgho Interprète | |
| | Aboubacar Issa Coordonnateur | 03 BP 7049 Ouagadougou 03 Tél (226) 30 62 51 Fax (226) 30 71 18 |

| PAYS/ORGANISMES/ INSTITUTIONS | PARTICIPANTS | ADRESSE POSTALE N° TEL ET DE FAX / E-MAIL |
|----------------------------------|--|---|
| | Bertrand Zida Expert en GRN | 03 BP 7049 Ouagadougou 03 Tél (226) 30 62 51 Fax (226) 30 71 18 |
| | François Tapsoba Expert en Suivi-évaluation | |
| | Mariam Guigma Secrétaire | |
| | Suzanne Ouattara Comptable | Tél (226) 31 09 01 Fax (226) 31 09 02 |
| | Jean Hubert Bazié Coordonnateur | BP 7049 Ouagadougou Tél (226) 33 36 64 |
| | Oumar Kamara Coordonnateur | BP 7049 Ouagadougou Tél (226) 31 24 71 / 31 17 85 |
| | François Kaboré Coordonnateur Régional | BP 7049 Ouagadougou Tél (226) 33 48 70 Fax (226) 30 39 21 |
| | Mamadou Diouf Responsable du Programme Majeur Information Centre Regional Agrhymet | BP 11011 Niamey Tél (227) 73 31 16 Fax (227) 73 24 35 |
| CILSS/TMG | Dr Seydou Sidibé Assistant Technique | Tél (226) 30 39 19 sidibe@cilss.cilss.bf |
| MA/CILSS/ GTZ | Werner Pétuelli Chef du Projet | Tél (226) 31 18 96 Fax (226) 31 74 73 |
| | Zénabou Kaboré Secrétaire | |
| PRASET | Seydou Diallo Coordonnateur Projet | BP 1485 Ouagadougou Tél (226) 30 88 60 Fax (226) 31 25 43 |
| PERSONNES- RESSOURCES | Sylvestre Bangré Ouédraogo PNUD | BP 575 Ouagadougou Tél (226) 30 67 62 / 63 / 64 |
| | Babou Jean Bado | 01 BP 5805 Ouagadougou 01 Tél (226) 38 02 35 |
| | Victor Dahani | 06 BP 9917 Ouagadougou 06 Tél (226) 36 47 17 |
| | Boubacar Ba | UNSO Tél (226) 36 31 04 E-Mail boubacarM.Ba@fasonet.bf |
| | Dr Ibrahima Camara | Tél (226) 30 67 58 Fax (227) 30 67 57 |
| OBSERVATEURS | Idé Djermakoye Collectif des ONG nationales CODEV | BP 11835 Niamey Tél (227) 72 31 26 Fax (227) 72 30 25 |
| | Mahouya Fatima CONGAFEN | BP 10567 Niamey Tél (227) 74 03 08 |
| | Bembella Oumou ONG SAPHFA | BP 11309 Niamey Tél (227) 72 51 34 |

TRAITÉ RÉVISÉ DE LA CEDEAO

- PRÉAMBULE -

Nous, Chefs d'États et de Gouvernement es États Membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

- Président de la République du BÉNIN
- Président du BURKINA FASO
- Premier Ministre de la République du CAP VERT
- Président de la République de COTE D'IVOIRE
- Président de la République de GAMBIE
- Président de la République du GHANA
- Président de la République de GUINÉE
- Président de la République de GUINÉE BISSAU
- Président du Gouvernement Intérimaire d'Unité Nationale de la République du LIBERIA
- Président de la République du MALI
- Président de la République Islamique de MAURITANIE
- Président de la République du NIGER
- Président de la République Fédérale du NIGERIA
- Président de la République du SÉNÉGAL
- Chef de l'État et Président du Conseil National Provisoire de la République de SIERRA LEONE
- Président de la République TOGOLAISE

RÉAFFIRMANT le Traité de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à Lagos le 28 mai 1975 et considérant ses acquis ;

CONSCIENTS de la nécessité impérieuse d'encourager, d'accélérer le progrès économique et social de nos États dans le but d'améliorer le niveau de vie de nos peuples ;

CONVAINCUS que la promotion du développement économique harmonieux de nos États requiert une coopération et une intégration économiques efficaces qui passent essentiellement par une politique résolue et concertée d'autosuffisance ;

AYANT A L'ESPRIT la Charte Africaine des Droits de l'Homme et es Peuples et la Déclaration de Principes politiques de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest adoptés par la Quatorzième Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement le 6 juillet 1991 à Abuja ;

CONVAINCUS que l'intégration des États Membres en une Communauté régionale viable peut requérir la mise n commun partielle et progressive de leur souveraineté nationale au profit de la Communauté dans le cadre d'une

volonté politique collective ;

RECONNAISSANT de ce fait la nécessité de créer des Institutions communautaires auxquelles seraient conférés des pouvoirs conséquents ;

NOTANT que les formes actuelles de coopération économique bilatérale et multilatérale dans la région permettent d'espérer une coopération plus étendue ;

RECONNAISSANT la nécessité de relever ensemble les défis politiques, économiques et socio-culturels actuels et futurs et de mettre en commun les ressources de nos peuples dans le respect d leur diversité en vue d'une expansion rapide et optimale de la capacité de production de la région ;

AYANT ÉGALEMENT A L'ESPRIT le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos d'Avril 1980 prévoyant la création à l'horizon de l'an 2000 d'une Communauté Économique Africaine basée sur les communautés économiques régionales existantes et futures.

Vu le Traité instituant la Communauté Économique Africaine signé à Abuja le 3 juin 1991 ;

CONSCIENTS que notre objectif final est le développement économique accéléré et soutenu des États Membres, aboutissant à l'Union économique des pays de l'Afrique de l'Ouest ;

AYANT A L'ESPRIT notre Décision A/DEC/10/5/90 du 30 Mai 1990 relative à la mise sur pied d'un Comité d'Éminentes Personnalités chargé de nous soumettre des propositions en vue de la révision du Traité ;

CONSCIENTS de ce que la révision du Traité répond entre autres objectifs à la nécessité de s'adapter aux changements qui s'opèrent sur la scène internationale afin d'en tirer un meilleur profit ;

CONSIDÉRANT également la nécessité pour la Communauté de modifier ses stratégies en vue d'accélérer le processus d'intégration économique de la Région ;

DÉCIDONS de réviser le Traité du 28 Mai 1975 portant création de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et CONVENONS en conséquence des dispositions qui suivent :

...

CONVENTION RÉVISÉE DU CILSS

- PRÉAMBULE -

- Le Président du Burkina Faso
- Le Président de la République du Cap-Vert
- Le Président de la République de Gambie
- Le Président de la République de Guinée-Bissau
- Le Président de la République du Mali
- Le Président de la République Islamique de Mauritanie
- Le Président de la République du Niger
- Le Président de la République du Sénégal
- Le Président de la République du Tchad

CONSIDÉRANT les liens de fraternité, de fructueuse coopération, qui existe entre leurs peuples et leurs gouvernements.

CONSIDÉRANT l'ampleur et la gravité de la sécheresse et la désertification qui sévissent depuis plusieurs décennies dans la zone sahélienne et soudano-sahélienne.

CONSIDÉRANT les conséquences désastreuses de ces fléaux sur leurs économies et la vie des populations,

CONVAINCUS de la nécessité de la poursuite de la lutte commune contre la sécheresse et la désertification et leurs

effets ;

RÉAFFIRMANT leur volonté commune de faire face à ces calamités et de renforcer leur coopération dans tous les domaines afin d'assurer la survie et le développement du Sahel

CONSIDÉRANT les acquis de la Convention du 12 septembre 1973 portant création du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

TENANT COMPTE des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) et des orientations de l'Agenda 21 relatives à la Lutte contre la Désertification et les effets de la sécheresse et soucieux d'inscrire leurs actions dans ce contexte nouveau ;

DÉCIDENT de réviser la Convention du 12 Septembre 1973 portant création du Comité Permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et conviennent en conséquence des dispositions ci-après :

...